Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_035-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-035CA DU 8 OCTOBRE 2020

**PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'élection des représentants des communes et des EPCI du 28 septembre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **PREND ACTE de la décision de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, d'exercer lui-même la fonction de Président du Conseil d'administration du SDIS.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_035-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 15
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 6

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Christophe MARTINS, Vice-Président du Conseil départemental
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Franck PICHOT, Vice-Président du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Yvon MELLET, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Louis PAUTREL, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 17 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_035-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Prendre acte | 08/10/2020 |

En application des dispositions de l'article L. 1424-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Conseil d'administration :

- est chargé de l'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- prépare et exécute les délibérations du Conseil d'administration ;
- passe les marchés au nom de l'établissement, reçoit en son nom les dons, legs et subventions ;
- représente l'établissement en justice et en est l'ordonnateur ;
- nomme les personnels du service d'incendie et de secours ;
- peut, par délégation du Conseil d'administration, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, être chargé de procéder, dans les limites déterminées par le conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- peut recevoir délégation du Conseil d'administration pour prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 du C.G.C.T., à savoir les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat en application des I et II dudit article, et informe le Conseil d'administration des actes pris dans le cadre de cette délégation ;
- peut être chargé de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services pouvant être passés selon une procédure adaptée ;
- peut être chargé de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du Bureau du Conseil d'administration, délégation qui subsiste tant qu'elle n'est pas rapportée ;
- est provisoirement remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature, dans la plénitude de ses fonctions, par le 1er vice-président et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par un autre vice-président ;

Le Conseil d'administration, en vertu de l'article L. 2424-27 du C.G.C.T. est présidé par le Président du Conseil Départemental ou l'un des membres du Conseil d'administration désigné par lui après le renouvellement des représentants du Département et celui des représentants des communes et des établissements de coopération intercommunale.

***Les membres du Conseil d'administration sont informés que le Président du Conseil départemental souhaite continuer d'assurer lui-même la présidence du Conseil d'administration du SDIS d'Ille-et-Vilaine.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-036CA DU 8 OCTOBRE 2020

**REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'élection des représentants des communes et des EPCI du 28 septembre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE le règlement intérieur du Conseil d'administration, tel qu'il est joint en annexe de la présente délibération.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 15
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 6

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Christophe MARTINS, Vice-Président du Conseil départemental
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Franck PICHOT, Vice-Président du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Yvon MELLET, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Louis PAUTREL, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 17 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

En application des dispositions de l'article R. 1424-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à l'organe délibérant du S.D.I.S de fixer son propre règlement intérieur, sur proposition de son Président.

A la suite du renouvellement du Conseil d'administration, la nouvelle assemblée délibérante doit adopter son règlement intérieur, ayant pour objet de définir les règles générales d'organisation et de fonctionnement de l'instance.

Ce document revêt une grande importance puisque, outre le fait qu'il permet à chacun des membres de l'instance d'en connaître les règles de fonctionnement, il définit les conditions et pratiques conduisant à l'élaboration des décisions et la définition des orientations générales nécessaires à l'exercice des compétences administratives et opérationnelles du SDIS.

Il prévoit désormais la possibilité, à titre exceptionnel, d'organiser une délibération du Conseil d'administration ou du Bureau au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle, dans les conditions prévues par l'ordonnance 2014-1329 du 6 novembre 2014.

***Vous êtes priés de bien vouloir délibérer sur le projet de règlement intérieur, tel qu'il est joint en annexe au présent rapport.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# REGLEMENT INTERIEUR
## Conseil d'administration du SDIS 35

Service Départemental
d'Incendie et de Secours
d'Ille-et-Vilaine

2 rue du Moulin de Joué
BP 80127
35701 RENNES Cedex 7
Tél : 02 99 87 65 43
Fax : 02 99 87 65 44

**Direction administrative et financière**

Octobre 2020

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

# PREAMBULE :

Le Conseil d'administration constitue l'organe de décision et de définition des orientations générales nécessaires à l'exercice des compétences administratives et opérationnelles du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Le présent règlement intérieur est établi en application des articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.). L'article R. 1424-16 dispose, notamment, que le Conseil d'administration « fixe son règlement intérieur, sur proposition de son Président. Ce règlement précise les règles générales d'organisation et de fonctionnement du conseil ».

# TITRE I : COMPOSITION

▪ **ARTICLE 1 :** Le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine est administré par un Conseil d'administration comprenant vingt-trois membres, répartis comme suit :

- 14 représentants du département ;
- 8 représentants des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de secours et de lutte contre l'incendie,
- 1 représentant des communes.

En cas d'absence ou d'empêchement, les membres du Conseil d'administration sont remplacés par des suppléants élus selon les mêmes modalités et pour la même durée qu'eux.

▪ **ARTICLE 2 :** Assistent, en outre, aux réunions du Conseil d'administration, avec voix consultative :

- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Médecin-Chef du Service de Santé et de Secours Médical des Sapeurs-Pompiers ;
- un sapeur-pompier professionnel officier, un sapeur-pompier professionnel non officier, un fonctionnaire territorial (non sapeur-pompier professionnel), un sapeur-pompier volontaire officier et un sapeur-pompier volontaire non officier, élus en qualité de membres de la Commission Administrative et Technique des Services d'Incendie et de Secours (C.A.T.S.I.S.), Conseil d'administration
- le président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers

Les membres avec voix consultative peuvent participer aux débats. Ils ne prennent la parole que lorsque le Président la leur donne et ne peuvent en aucun cas participer aux votes.

Le Président du Conseil d'administration peut convier à la séance tous intervenants qualifiés, cadres ou agents de l'établissement dont la présence facilite le bon déroulement de la séance. Ces personnes ne participent pas au débat. Elles ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenues aux obligations de réserve et de discrétion professionnelle telles que définies par les dispositions du statut de la fonction publique territoriale.

Le Conseil d'administration peut prévoir la représentation, avec voix consultative, des organismes partenaires du SDIS. Les représentants des organismes ainsi désignés par le Conseil d'administration sont nommés par le Président du Conseil d'administration sur proposition de ceux-ci. Les séances ne sont pas publiques.

▪ **ARTICLE 3 :** Chacun des représentants du Département, des communes, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et des sapeurs-pompiers est élu pour six ans, sauf lorsqu'il cesse d'exercer la fonction ou le mandat électif au titre duquel il a été élu.

▪ **ARTICLE 4 :** En cas de vacance d'un siège de représentant titulaire du département, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale ou des sapeurs-pompiers, ce titulaire est remplacé par son suppléant, pour la durée du mandat restant à courir.

Lorsque le titulaire ne peut être remplacé par son suppléant ou, à défaut, par son suivant de liste, il est procédé à une élection partielle pour la durée du mandat restant à courir, lorsque celle-ci excède six mois.

En cas de démission de tous les membres du Conseil d'administration ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, le président est chargé de l'expédition des affaires courantes.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

Il est procédé à l'élection du nouveau Conseil d'administration dans un délai de deux mois. Celui-ci est convoqué en urgence par le représentant de l'Etat dans le département pour la première réunion.

- **ARTICLE 5 :** Le Préfet, ou son représentant, assiste de plein droit aux séances du Conseil d'administration.
- **ARTICLE 6 :** Le comptable de l'établissement assiste aux séances.
- **ARTICLE 7 :** Les membres du comité directeur assistent aux séances.
  Peuvent également être présents à la demande du Président, tout fonctionnaire de l'établissement dont la compétence a trait à l'un des dossiers soumis au vote du Conseil d'administration.
- **ARTICLE 8 :** Le Conseil d'administration délibère, six mois avant le renouvellement de ses membres, sur le nombre et la répartition des sièges qui sont arrêtés par le Préfet au vu de cette délibération.

# TITRE II : ATTRIBUTIONS

- **ARTICLE 9 :** Le Conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires relatives à l'administration du SDIS 35.
- **ARTICLE 10 :** Si une délibération paraît de nature à affecter la capacité opérationnelle du SDIS 35 ou la bonne distribution des moyens, le Préfet peut demander une nouvelle délibération.

# TITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

## CHAPITRE I : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### LIEU

- **ARTICLE 11 :** Les séances plénières du Conseil d'administration se tiennent, sauf exception, dans les locaux du siège (Direction Départementale) du SDIS ou à l'Hôtel du Département.

  A titre exceptionnel, le Président peut décider qu'une délibération sera organisée au moyen d'un conférence téléphonique ou audiovisuelle, dans les conditions prévues par l'ordonnance 2014-1329 du 6 novembre 2014.

### FREQUENCE DES SEANCES

- **ARTICLE 12 :** Le Conseil d'administration se réunit en séance plénière à l'initiative de son Président au moins une fois par semestre.
- **ARTICLE 13 :** En cas d'urgence, le Conseil d'administration peut également être réuni en séance plénière, sur convocation de son Président, à l'initiative de celui-ci ou sur demande du Préfet ou de cinq de ses membres, sur un ordre du jour déterminé. Il se réunit alors, de plein droit, le troisième jour suivant l'envoi de la convocation au Préfet et à ses membres.

### CONVOCATION

- **ARTICLE 14 :** Le Conseil d'administration se réunit en séance plénière sur convocation de son Président ou, en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature de ce dernier, du premier Vice-président.

  La convocation mentionne le jour, l'heure et le lieu de la séance. Elle indique également, si possible de manière exhaustive, l'ordre du jour de la séance.

  Un imprimé de délégation de vote (pouvoir) y est joint pour tous les membres titulaires ayant voix délibérative.

### ORDRE DU JOUR ET RAPPORTS

- **ARTICLE 15 :** L'ordre du jour des séances plénières du Conseil d'administration est déterminé et arrêté par le Président, sur proposition du Directeur Départemental. A la demande du Bureau, un rapport complémentaire peut être inscrit à l'ordre du jour de la séance à venir.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

En cas d'urgence, l'ordre du jour comprend exclusivement le(s) dossier(s) qui a(ont) motivé, à l'initiative du Président ou à la demande du Préfet ou du tiers du Conseil d'administration, la réunion d'urgence. La demande d'inscription à l'ordre du jour doit alors se faire par écrit, sous peine de nullité.

▪ **ARTICLE 16 :** Le Président adresse par voie électronique à tous les membres du Conseil d'administration l'ordre du jour exhaustif de la séance plénière, accompagné d'un rapport sur chacune des questions devant être soumises à délibération.

Le délai d'envoi de ces documents est fixé à six jours francs.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président, sans toutefois pouvoir être inférieur à trois jours francs. Dans ce cas, le Président rend compte, à l'ouverture de la séance, aux membres du Conseil d'administration, qui se prononcent sur l'urgence et peuvent décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

## POLICE DE L'ASSEMBLEE

▪ **ARTICLE 17 :** Le Président assure la présidence des séances plénières du Conseil d'administration ou, à défaut, le premier Vice-président.

Il procède à l'appel des membres présents, s'assure du respect du quorum et déclare l'ouverture de la séance.

Il porte à la connaissance des membres les communications qui les concernent.

Il appelle successivement les affaires figurant à l'ordre du jour.

Il dirige et organise les débats.

Il assure le bon déroulement des séances et veille à l'application du présent règlement. Les infractions au règlement commises feront l'objet d'un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal de la séance.

La parole doit lui être demandée, aucun orateur ne peut parler avant de l'avoir obtenue. Si un membre intervient sans y avoir été autorisé ou s'il prétend conserver la parole après que le Président la lui ait retirée, ce dernier peut décider que ses déclarations ne figureront pas au procès-verbal de la séance.

Il soumet au vote les propositions de délibération et en proclame les résultats.

Il prononce la clôture de la séance.

## QUORUM

▪ **ARTICLE 18 :** Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer en séance plénière que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Le quorum, à savoir la moitié plus un des membres ayant voix délibérative, s'apprécie non seulement à l'ouverture de chaque séance mais aussi au moment de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. N'est pas compris dans le calcul du quorum tout membre absent ayant donné pouvoir à un membre présent en séance.

Toutefois, si au jour fixé par la convocation, le Conseil d'administration n'est pas en nombre suffisant pour délibérer, en cas d'urgence, la réunion peut se tenir de plein droit trois jours plus tard, sur le même ordre du jour, et les délibérations seront alors valables quel que soit le nombre de votants.

## VOTE

▪ **ARTICLE 19 :** Le Conseil d'administration vote en séance plénière selon l'une des trois modalités suivantes :

- à main levée ;
- au scrutin public ;
- au scrutin secret.

▪ **ARTICLE 20 :** Le vote à main levée est le mode de vote ordinaire.

Le résultat est constaté par le Président qui comptabilise le nombre de membres qui refusent de prendre part au vote, le nombre de votants « Pour », le nombre de votants « Contre », et le nombre d'abstentions.

Il est toujours voté à main levée sur les questions préalables, d'ordre du jour, de priorité, de suspension, d'ajournement, de renvoi, de clôture de la discussion et de déclaration d'urgence.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

- **ARTICLE 21 :** Le vote au scrutin public est de droit toutes les fois que le tiers au moins des membres présents ayant voix délibérative à la séance le demande, exception faite pour les nominations, et dans les cas où des lois et règlements prescrivent un vote de mode spécifique. La demande doit être formulée par écrit et déposée entre les mains du Président. Les noms des signataires sont inscrits au procès-verbal de la séance.

  Il peut être procédé au vote au scrutin public selon deux modalités :

  - Chaque membre exprime son vote par l'inscription des mots « Pour » ou « Contre » et appose sa signature sur son bulletin. Lorsque le Président s'est assuré que tous les membres présents ont pu prendre part au vote, il prononce la clôture du scrutin. Le secrétaire de séance procède au dépouillement et le Président en proclame le résultat.
  - Il peut également être procédé au vote au scrutin public par appel nominal.

  Les bulletins blancs *(abstentions)* et les bulletins nuls n'entrent pas en compte dans le calcul de la majorité.

  Dans tous les cas, le résultat est inséré au procès-verbal de la séance avec les noms des votants.

- **ARTICLE 22 :** Le vote au scrutin secret est de droit pour les votes portant sur les nominations.

  Il peut également être demandé par le tiers au moins des membres présents à la séance ayant voix délibérative. La demande doit être formulée par écrit et déposée entre les mains du Président. Les noms des signataires sont inscrits au procès-verbal de la séance. Toutefois, si une demande de vote au scrutin public est présentée en même temps, le vote a lieu au scrutin public.

  Il est procédé au vote au scrutin secret comme suit : Chaque membre exprime son vote par l'inscription des mots « Pour » ou « Contre ». Lorsque le Président s'est assuré que tous les membres présents ont pu prendre part au vote, il prononce la clôture du scrutin. Le secrétaire de séance procède au dépouillement. Il sépare ostensiblement les bulletins portant la mention « Pour », de ceux portant la mention « Contre ». Il en fait le compte, arrête ce dernier, le remet au Président qui proclame le résultat.

  Les bulletins blancs *(abstentions)* et les bulletins nuls n'entrent pas en compte dans le calcul de la majorité.

- **ARTICLE 23 :** Les délibérations du Conseil d'administration en séance plénière sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés *(membres présents ou représentés).*

  En cas de partage des voix, lors d'un vote à main levée ou au scrutin public, si le Président prend part au vote, sa voix est prépondérante. Si le Président ne prend pas part au vote, la proposition n'est pas adoptée.

### DELEGATION DE VOTE

- **ARTICLE 24 :** Tout membre titulaire du Conseil d'administration avec voix délibérative, empêché d'assister à une séance plénière et dont le suppléant est lui-même empêché, peut donner délégation de vote écrite pour cette séance à un autre membre de l'assemblée ayant voix délibérative de son choix.

  Un membre présent ne peut disposer que d'une seule procuration.

  Dans les mêmes conditions, tout membre ayant voix délibérative se trouvant dans l'obligation de quitter la séance avant sa clôture peut donner délégation de vote.

  Dans tous les cas, la délégation de vote écrite est transmise au Président qui en informe les membres présents à la séance. Il en est fait état dans les délibérations et le procès-verbal de la séance.

### SUSPENSION DE SEANCE

- **ARTICLE 25 :** Le Président peut suspendre la séance à sa demande ou à la demande du tiers au moins des membres du Conseil d'administration présents ayant voix délibérative et il en détermine la durée.

### SECRETARIAT, DELIBERATIONS ET PROCES-VERBAL

- **ARTICLE 26 :** Un secrétaire de séance est choisi par le Président parmi les membres présents ayant voix délibérative.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

Le Président est également assisté dans l'organisation et le déroulement des séances plénières par le personnel administratif de l'établissement désigné à cet effet. Il veille à la tenue de l'émargement de la feuille de présence par les participants à la séance, vérifie que les conditions de quorum sont remplies, note les candidatures, résolutions et votes, inscrit successivement les membres qui sollicitent la parole…

▪ **ARTICLE 27 :** A l'issue de chaque séance plénière du Conseil d'administration, les délibérations et le procès-verbal afférents sont établis par le personnel administratif de l'établissement désigné à cet effet.

Les délibérations signées du Président sont transmises au représentant de l'Etat dans le département pour l'exercice du contrôle de légalité, conformément à la réglementation en vigueur.

Le procès-verbal signé du Président et contresigné du secrétaire de séance, ainsi que les délibérations, sont adressés sur demande, à tous les membres *(titulaires et suppléants)* du Conseil d'administration.

Le Président, à l'ouverture de chaque séance, propose l'approbation du procès-verbal de la séance précédente, ou informe les membres des raisons qui s'y opposent.

Les délibérations sont rendues publiques par le biais d'une consultation libre – par voie de publication sur le site internet du SDIS 35.

Le dispositif des délibérations fait en outre l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs du SDIS 35 ayant une périodicité trimestrielle.

### ACCES AUX DOSSIERS

▪ **ARTICLE 28 :** Tout membre du Conseil d'administration a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du SDIS qui font l'objet d'une délibération, sous réserve des pouvoirs propres reconnus au Président.

Durant les cinq jours précédant une séance plénière du Conseil d'administration et le jour de celle-ci, tout membre peut ainsi, à sa demande, consulter l'ensemble des pièces de chaque dossier, sur place, au siège (Direction Départementale) de l'établissement, aux heures ouvrables. Pour la bonne organisation des consultations, il est recommandé d'en informer au préalable le secrétariat du Conseil d'administration.

Toute demande d'information complémentaire sollicitée auprès de l'administration par un membre sur un sujet inscrit à l'ordre du jour sera transmise au Directeur départemental et au Président. Dans la mesure du possible, il sera fait droit à ces demandes dans les meilleurs délais.

### QUESTIONS ORALES

▪ **ARTICLE 29 :** Tout membre du Conseil d'administration a le droit d'exposer, en séance plénière, des questions orales ayant trait aux affaires du SDIS 35.

Elles doivent présenter un caractère d'actualité et entrer dans les compétences de l'assemblée délibérante.

Elles ne donnent pas lieu à débat mais appellent nécessairement une réponse orale du Président. En conséquence, elles doivent obligatoirement lui avoir été posées préalablement par écrit dans un laps de temps suffisant pour lui permettre de préparer une réponse précise. Si, malgré tout, le Président ne possède pas les éléments de réponse, il s'engage à y répondre lors de la séance qui suit immédiatement celle au cours de laquelle elles ont été posées.

### FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR

▪ **ARTICLE 30 :** Les frais de déplacement et de séjour supportés par les membres du Conseil d'administration à l'occasion des séances plénières de l'instance, des réunions du Bureau ou de tout organe ou organisme dont ils font partie ès qualité, sont remboursés dans les conditions prévues par décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

### DEMISSION D'UN MEMBRE

▪ **ARTICLE 31 :** Lorsqu'un membre du Conseil d'administration présente sa démission, il l'adresse au Président qui en informe immédiatement le Préfet.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

## CHAPITRE II : LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### DESIGNATION

▪ **ARTICLE 32 :** Le Conseil d'administration est présidé par le Président du Conseil départemental ou l'un des membres du Conseil d'administration désigné par lui après le renouvellement des représentants du département et celui des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.

### ATTRIBUTIONS

▪ **ARTICLE 33 :** Le Président représente le SDIS dans les actes de la vie civile.

Il est chargé de l'administration de l'établissement. A ce titre, il prépare et exécute les délibérations du Conseil d'administration. Il passe les marchés au nom de l'établissement, reçoit en son nom les dons, legs et subventions. Il représente l'établissement en justice et en est l'ordonnateur. Il nomme les personnels de l'établissement.

Il est, en outre, par délégation du Conseil d'administration, pour la durée de son mandat, chargé de :

- Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 du C.G.C.T., à savoir les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat en application des I et II dudit article, et doit informer le Conseil d'administration des actes pris dans le cadre de cette délégation ;
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services pouvant être passés selon une procédure adaptée ;
- Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

▪ **ARTICLE 34 :** Le Président délègue, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

▪ **ARTICLE 35 :** En cas d'absence ou d'empêchement de toute nature, le Président est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par le premier Vice-président et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par un autre Vice-président.

▪ **ARTICLE 36 :** Pour l'exercice effectif de ses fonctions, le Président se voit allouer, sur décision du Conseil d'administration, une indemnité déterminée par référence au barème prévu, en fonction de la population du département, pour les indemnités des conseillers départementaux par l'article L. 3123-16 du C.G.C.T. dans la limite de 50%.

## CHAPITRE III : LES MEMBRES DU BUREAU

### ELECTION

▪ **ARTICLE 37 :** Lors de la première réunion qui suit son renouvellement et aussitôt après avoir fixé la composition du Bureau, le Conseil d'administration élit trois Vice-présidents et un membre supplémentaire :

- Un Vice-président au moins est élu parmi les maires représentant les communes et les établissements publics de coopération intercommunale ou, si aucun maire ne siège au Conseil d'administration, parmi les représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale ;
- Les Vice-présidents et le membre supplémentaire sont élus au scrutin secret parmi les membres ayant voix délibérative à la majorité absolue de ces derniers ;
- Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés ;
- En cas de partage égal des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

### INDEMNITES DES VICE-PRESIDENTS

- **ARTICLE 38 :** Pour l'exercice effectif de leurs fonctions, les Vice-présidents se voient allouer, sur décision du Conseil d'administration, une indemnité déterminée par référence au barème prévu, en fonction de la population du département, pour les indemnités des conseillers départementaux par l'article L.3123-16 du C.G.C.T. dans la limite de 25 %.

## CHAPITRE IV : FONCTIONNEMENT DU BUREAU

### COMPOSITION

- **ARTICLE 39 :** Le Bureau du Conseil d'administration est composé du Président, des trois Vice-présidents et le cas échéant d'un membre supplémentaire.

- **ARTICLE 40 :** En cas de vacance simultanée des sièges du Président et des Vice-présidents, le Conseil d'administration est convoqué en urgence par le doyen d'âge pour procéder à l'élection d'un nouveau Bureau.

### ATTRIBUTIONS

- **ARTICLE 41 :** Dans le but d'alléger sa charge, le Conseil d'administration délègue une partie de ses attributions au Bureau lui permettant de régler les affaires courantes, par délibération.

  Le Bureau peut se réunir soit en séance ordinaire, soit en Commission Permanente.

### SECTION I : LES REUNIONS EN SEANCE ORDINAIRE

#### FONCTIONNEMENT

- **ARTICLE 42 :** Les réunions du Bureau en séance ordinaire ne sont pas publiques.

  Elles se tiennent, sauf exception, dans les locaux du siège (Direction Départementale) du SDIS ou de l'Hôtel du Département.

  Le Bureau se réunit sur convocation écrite du Président, chaque fois que celui-ci le juge nécessaire, ou à la demande écrite de la moitié au moins de ses membres.

  Le Bureau étudie et débat des dossiers avant leur présentation au Conseil d'administration. Le Bureau émet un avis quel que soit le nombre de membres présents.

  Un compte-rendu de ses travaux est établi à l'issue de chaque réunion et diffusé aux membres du Bureau.

  Le Président peut rendre compte des avis du Bureau en séance plénière du Conseil d'administration.

- **ARTICLE 43 :** Les membres du comité directeur et des cadres de l'établissement en charge de dossiers soumis à avis, peuvent assister aux réunions du Bureau en séance ordinaire, en accord avec le Président.

  Le Président peut également convoquer toute personne extérieure à l'administration dont l'audition lui paraît nécessaire pour la bonne instruction des dossiers que le Bureau a à examiner.

- **ARTICLE 44 :** Le Bureau, sur proposition du Président, peut créer des groupes de travail temporaires dont il désigne librement les membres pour l'examen et le suivi particulier d'un dossier.

### SECTION II : LES REUNIONS EN COMMISSION PERMANENTE

#### MODALITES

- **ARTICLE 45 :** Les réunions du Bureau en Commission Permanente ne sont pas publiques.

#### LIEU

- **ARTICLE 46 :** Les réunions du Bureau en Commission Permanente se tiennent, sauf exception, dans les locaux du siège (Direction Départementale) du SDIS ou de l'Hôtel du Département.

  A titre exceptionnel, le Président peut décider qu'une délibération sera organisée au moyen d'un conférence téléphonique ou audiovisuelle, dans les conditions prévues par l'ordonnance 2014-1329 du 6 novembre 2014.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

### CONVOCATION

▪ **ARTICLE 47 :** Le Bureau se réunit en Commission Permanente sur convocation écrite du Président.

La convocation mentionne le jour, l'heure et le lieu de la séance. Elle indique également, si possible de manière exhaustive, l'ordre du jour de la séance.

### ORDRE DU JOUR ET RAPPORTS

▪ **ARTICLE 48 :** L'ordre du jour des séances du Bureau en Commission Permanente est déterminé et arrêté par le Président, sur proposition du Directeur départemental.

### QUORUM

▪ **ARTICLE 49 :** Le Bureau en Commission Permanente ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Le quorum, à savoir la moitié plus un des membres, s'apprécie non seulement à l'ouverture de chaque séance mais aussi au moment de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. N'est pas compris dans le calcul du quorum, tout membre absent ayant donné pouvoir à un membre présent en séance.

### VOTE

▪ **ARTICLE 50 :** Le vote à main levée est le mode de vote ordinaire.

▪ **ARTICLE 51 :** Les délibérations du Bureau en Commission Permanente sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés – membres présents ou représentés –.

En cas de partage des voix, lors d'un vote à main levée, si le Président prend part au vote, sa voix est prépondérante. Si le Président ne prend pas part au vote, la proposition n'est pas adoptée.

### DELEGATION DE VOTE

▪ **ARTICLE 52 :** Tout membre du Bureau empêché d'assister à une séance en Commission Permanente peut donner délégation de vote écrite pour cette séance à un autre membre de son choix. Un membre présent ne peut disposer que d'une seule procuration.

Dans les mêmes conditions, tout membre se trouvant dans l'obligation de quitter la séance avant sa clôture peut donner délégation de vote.

### DELIBERATIONS ET COMPTE-RENDU

▪ **ARTICLE 53 :** A l'issue de chaque séance du Bureau en Commission Permanente, les délibérations et le compte-rendu afférents sont établis par le personnel administratif de l'établissement désigné à cet effet.

Les délibérations signées du Président sont transmises au représentant de l'Etat dans le département pour l'exercice du contrôle de légalité, conformément à la réglementation en vigueur.

Elles sont également adressées pour information, sur demande, à tous les membres du Conseil d'administration et font l'objet d'un compte-rendu lors de la séance plénière suivante du Conseil d'administration.

Elles sont rendues publiques par le biais d'une consultation libre – par voie de publication sur le site internet du SDIS 35.

Le dispositif des délibérations fait en outre l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs du SDIS 35.

### PARTICIPATION DES REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

▪ **ARTICLE 54 :** Les membres du comité directeur assistent aux réunions du Bureau en Commission Permanente.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_036-DE

# TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

### MODIFICATION DU PRESENT REGLEMENT

- **ARTICLE 55 :** Toute proposition de modification du présent règlement intérieur devra être présentée par le Président, ou sur demande écrite du tiers au moins des membres titulaires du Conseil d'administration avec voix délibérative, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Elle devra être inscrite à l'ordre du jour d'une séance plénière de l'instance et faire l'objet d'un rapport.

### ENTREE EN VIGUEUR DU PRESENT REGLEMENT

- **ARTICLE 56 :** Le présent règlement intérieur comporte 56 articles. Il entrera en vigueur dès que la délibération relative à son adoption sera exécutoire.

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_037-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-037CA DU 8 OCTOBRE 2020

**COMPOSITION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'élection des représentants des communes et des EPCI du 28 septembre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **FIXE la composition du Bureau du Conseil d'administration à 5 membres : le Président, trois Vice-présidents et un membre supplémentaire.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_037-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 16
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 5

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Christophe MARTINS, Vice-Président du Conseil départemental
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Franck PICHOT, Vice-Président du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Yvon MELLET, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Louis PAUTREL, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 18 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_037-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## COMPOSITION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 10/08/2020 |

A la suite du renouvellement du Conseil d'administration, il convient de fixer la composition du Bureau.

L'article L. 1424-27 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la création d'un Bureau au sein du Conseil d'administration, ayant pour mission d'alléger la charge de l'organe délibérant en permettant à une formation restreinte de régler les affaires courantes.

En vertu des dispositions de cet article, le Bureau peut recevoir délégation du Conseil d'administration en vue de régler toute question, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions de l'article L. 1612-1 et suivants du C.G.C.T, ainsi que celles relatives à la répartition des sièges lors du renouvellement du Conseil d'administration et aux modalités de calcul et de répartition des contributions visées respectivement aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35 du C.G.C.T.

Le Bureau qui comprend un maximum de cinq membres, est composé du Président, de trois vice-présidents et, sur décision du Conseil d'administration prise aussitôt après l'élection du Président et sous sa présidence, éventuellement d'un membre supplémentaire.

Il est proposé aux membres du Conseil d'administration de fixer la composition du Bureau du Conseil d'administration à 5 membres : le Président, les trois Vice-présidents et un membre supplémentaire.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_038-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-038CA DU 8 OCTOBRE 2020

**ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'élection des représentants des communes et des EPCI du 28 septembre 2020
Vu la délibération n° 2020-037CA du Conseil d'administration qui fixe la composition du Bureau
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **A l'issue du vote, le Président proclame élus :**

| | |
|---|---|
| **1er Vice-Président** | Franck PICHOT |
| **2ème Vice-Président** | Christophe MARTINS |
| **3ème Vice-Président** | Louis PAUTREL |
| **Membre** | Yvon MELLET |

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**
Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_038-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 16
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 5

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Christophe MARTINS, Vice-Président du Conseil départemental
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Franck PICHOT, Vice-Président du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Yvon MELLET, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Louis PAUTREL, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 18 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_038-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

A la suite du renouvellement du Conseil d'administration et de la fixation de la composition de son Bureau à 5 membres, il convient de procéder à l'élection des 3 Vice-présidents de l'instance et d'un membre supplémentaire.

L'article 38 du règlement intérieur du Conseil d'administration précise que l'élection des Vice-présidents et du membre supplémentaire s'effectue au scrutin secret sous la présidence du Président, aussitôt après avoir fixé la composition du Bureau.

En application des dispositions de l'article L. 1424-27 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) :

- les membres du Bureau, autre que le Président, sont élus par le Conseil d'administration parmi les membres ayant voix délibérative à la majorité absolue de ces derniers ;
- un vice-président au moins est élu parmi les maires représentant les communes et les établissements publics de coopération intercommunale ou, si aucun maire ne siège au Conseil d'administration, parmi les représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale ;
- cette élection a lieu lors de la première réunion du Conseil d'administration suivant chaque renouvellement ;
- si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés ;
- en cas de partage égal des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge ;

Enfin, en application des dispositions de l'article L. 1424-30 du C.G.C.T, les membres du Bureau peuvent, par arrêté, recevoir délégation du Président pour exercer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

D'autre part, en application des dispositions de l'article L. 1424-30 du C.G.C.T. en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature, le Président est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le 1er Vice-président et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par un autre Vice-président.

***Il est proposé aux membres du Conseil d'administration qui souhaiteraient se porter candidats aux fonctions de 1er, 2ème et 3ème Vice-président ainsi qu'à la fonction de membre supplémentaire du Bureau de se faire connaître directement ou par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs administrateurs lors du Conseil d'administration.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201009-2020_039-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-039CA DU 8 OCTOBRE 2020

**INDEMNITE DE FONCTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'élection des représentants des communes et des EPCI du 28 septembre 2020
Vu la délibération n° 2020-038CA du Conseil d'administration portant élection des membrs du Bureau
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE l'attribution, pour l'exercice effectif de leur fonction, d'une indemnité mensuelle de fonction égale à :**
  - **32.5 % de l'indice brut terminal de la fonction publique au Président de l'instance ;**
  - **16.25 % du même indice à chacun des Vice-présidents.**
- **PRECISE que les crédits correspondants ont été inscrits au chapitre 65, article 6531, du Budget du SDIS.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201009-2020_039-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 16
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 5

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 18 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201009-2020_039-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## INDEMNITES DE FONCTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

En application des dispositions de l'article L. 1424-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer le montant des indemnités de fonction à allouer au Président et aux Vice-présidents du Conseil d'administration pour l'exercice effectif de leur fonction.

Ledit article dispose en outre que les indemnités maximales votées par le Conseil d'administration pour l'exercice effectif des fonctions de Président et de Vice-président sont déterminées par référence au barème prévu, en fonction de la population du département, pour les indemnités des conseillers départementaux par l'article L. 3123-16 du C.G.C.T., dans la limite de 50 % pour le Président et de 25 % pour le Vice-président ;

Compte tenu de la population départementale, le Président propose à l'assemblée délibérante d'attribuer, pour l'exercice effectif de leur fonction, une indemnité mensuelle de fonction égale à :

- 32.5 % de l'indice 1015 [indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique], au Président de l'instance ;
- 16.25 % de l'indice 1015 à chacun des Vice-présidents de l'instance.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_040-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-040CA DU 8 OCTOBRE 2020

**DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU PRESIDENT**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'élection des représentants des communes et des EPCI du 28 septembre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE de déléguer au Président de l'instance, pour la durée de son mandat, les attributions suivantes :**
  - **Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires ;**
  - **Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 du C.G.C.T., à savoir les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat en application des I et II dudit article ;**
  - **Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services pouvant être passés selon une procédure adaptée ;**
  - **Prendre toute décision concernant les avenants aux marchés et accords-cadres conclus selon la procédure adaptée ;**
  - **Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, huissiers de justice et experts.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_040-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 16
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 5

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 18 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_040-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU PRESIDENT

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

A la suite de la désignation d'un nouveau Président du Conseil d'administration, il convient d'arrêter la délégation d'attributions de l'assemblée au Président de l'instance.

En application des dispositions de l'article L. 1424-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président peut, par délégation du Conseil d'administration, en tout ou partie, pour la durée de son mandat, être chargé de :

- Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 du C.G.C.T., à savoir les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat en application des I et II dudit article. Il doit informer le Conseil d'administration des actes pris dans le cadre de cette délégation ;
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services pouvant être passés selon une procédure adaptée ;
- Prendre toute décision concernant les avenants aux marchés et accords-cadres conclus selon la procédure adaptée ;
- Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, huissiers de justice et experts ;

Il peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du bureau du Conseil d'administration. Cette délégation subsiste tant qu'elle n'est pas rapportée.

Il est précisé qu'en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature, le président du Conseil d'administration est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le premier vice-président et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par un autre vice-président.

Il est proposé aux membres du Conseil d'administration de bien vouloir déléguer au Président de l'instance, pour la durée de son mandat, les attributions susmentionnées.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_041-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-041CA DU 8 OCTOBRE 2020

**DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU BUREAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'élection des représentants des communes et des EPCI du 28 septembre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DONNE DELEGATION au Bureau, pour :**

1. **statuer sur les adhésions aux associations ou organismes divers, utiles à l'exercice des missions du service ;**
2. **autoriser le Président du Conseil d'administration à ester en justice, à recourir à l'intervention d'avocats, d'avoués, d'huissiers de justice ou d'experts à titre de conseils extérieurs ou dans le cadre de procédures contentieuses ;**
3. **statuer sur le règlement amiable de litiges et autoriser les transactions, conciliations, compensations et indemnisations qui en découlent ;**
4. **prendre toute disposition relative aux matériels, mobiliers et véhicules à réformer ou à mettre au rebut ;**
5. **autoriser la signature de baux de biens mobiliers ou immobiliers, ou des avenants aux baux conclus par le S.D.I.S 35 pour le bon fonctionnement de ses services fonctionnels et opérationnels ;**
6. **prendre toute décision urgente relative à la gestion des bâtiments du SDIS 35 ;**
7. **autoriser et définir les conditions de mise à disposition de personnels et de matériels ;**
8. **acquérir ou céder tout bien mobilier, corporel ou incorporel ;**
9. **autoriser l'admission de créances en non-valeur et définir les conditions de remise des pénalités de retard sur les différents marchés formalisés ;**
10. **autoriser la souscription des contrats de crédits de trésorerie ;**
11. **autoriser la création, la modification ou la suppression des régies d'avances, de recettes ou d'avances et de recettes ;**
12. **pour tous les marchés et accords-cadres formalisés ou passés sans publicité ni mise en concurrence préalables, approuver les programmes, les documents ayant vocation à devenir contractuels et les modes de dévolution, organiser l'achat, autoriser le lancement des procédures et la signature des contrats correspondants et des documents d'exécution ;**
13. **modifier les grades des emplois inscrits au Tableau des emplois permanents dans la limite des grades-cibles approuvés par le Conseil d'administration ;**
14. **modifier le grade de recrutement, sur poste initialement vacant créé par le Conseil d'administration, dans la limite du grade immédiatement supérieur au grade correspondant au poste vacant et sans condition, en cas de grade inférieur ;**
15. **étendre les possibilités de recrutement, sur poste vacant initialement créé par le Conseil d'administration, à des agents non titulaires, dans le respect des dispositions**

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_041-DE

**de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;**

16. **créer des emplois d'agents non titulaires pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers, dans les conditions prévues par l'article 3, alinéa 2, de la loi n° 84-53 susmentionnée.**
17. **statuer sur le régime individuel indemnitaire des agents, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que sur les avantages en nature et accessoires du salaire consentis.**
18. **mettre en œuvre la protection statutaire due par le S.D.I.S 35 à ses agents au titre de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.**
19. **autoriser la signature des conventions et permettre le versement des honoraires divers.**

- **PRECISE que cette délégation n'emporte pas dessaisissement de l'assemblée plénière qui peut donc être saisie d'affaires déléguées au Bureau.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_041-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU BUREAU

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

A la suite du renouvellement du Conseil d'administration, il convient d'arrêter la délégation d'attributions de la nouvelle assemblée au Bureau du Conseil d'administration.

L'article L.1424-27 du C.G.C.T offre au Conseil d'administration la possibilité de déléguer une partie de ses attributions au Bureau, à l'exception des délibérations relatives :

- à l'adoption du budget et du compte administratif ;
- au nombre et à la répartition des sièges du Conseil d'administration, arrêtés par le représentant de l'Etat dans le département, lors du renouvellement de l'instance ;

Il est proposé aux membres du Conseil d'administration de bien vouloir déléguer au Bureau du Conseil d'administration les attributions suivantes :

1. statuer sur les adhésions aux associations ou organismes divers, utiles à l'exercice des missions du service ;
2. autoriser le Président du Conseil d'administration à ester en justice, à recourir à l'intervention d'avocats, d'avoués, d'huissiers de justice ou d'experts à titre de conseils extérieurs ou dans le cadre de procédures contentieuses ;
3. statuer sur le règlement amiable de litiges et autoriser les transactions, conciliations, compensations et indemnisations qui en découlent ;
4. prendre toute disposition relative aux matériels, mobiliers et véhicules à réformer ou à mettre au rebut ;
5. autoriser la signature de baux de biens mobiliers ou immobiliers, ou des avenants aux baux conclus par le S.D.I.S 35 pour le bon fonctionnement de ses services fonctionnels et opérationnels ;
6. prendre toute décision urgente relative à la gestion des bâtiments du SDIS 35 ;
7. autoriser et définir les conditions de mise à disposition de personnels et de matériels ;
8. acquérir ou céder tout bien mobilier, corporel ou incorporel ;
9. autoriser l'admission de créances en non-valeur et définir les conditions de remise des pénalités de retard sur les différents marchés formalisés ;
10. autoriser la souscription des contrats de crédits de trésorerie ;
11. autoriser la création, la modification ou la suppression des régies d'avances, de recettes ou d'avances et de recettes ;
12. pour tous les marchés et accords-cadres formalisés ou passés sans publicité ni mise en concurrence préalables, approuver les programmes, les documents ayant vocation à devenir contractuels et les modes de dévolution, organiser l'achat, autoriser le lancement des procédures et la signature des contrats correspondants et des documents d'exécution ;
13. modifier les grades des emplois inscrits au Tableau des emplois permanents dans la limite des grades-cibles approuvés par le Conseil d'administration ;

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_041-DE

14. modifier le grade de recrutement, sur poste initialement vacant créé par le Conseil d'administration, dans la limite du grade immédiatement supérieur au grade correspondant au poste vacant et sans condition, en cas de grade inférieur ;
15. étendre les possibilités de recrutement, sur poste vacant initialement créé par le Conseil d'administration, à des agents non titulaires, dans le respect des dispositions de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
16. créer des emplois d'agents non titulaires pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers, dans les conditions prévues par l'article 3, alinéa 2, de la loi n° 84-53 susmentionnée.
17. statuer sur le régime individuel indemnitaire des agents, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que sur les avantages en nature et accessoires du salaire consentis.
18. mettre en œuvre la protection statutaire due par le S.D.I.S 35 à ses agents au titre de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.
19. autoriser la signature des conventions et permettre le versement des honoraires divers.

Cette délégation n'emporte pas dessaisissement de l'assemblée plénière qui pourra donc être saisie, lorsqu'elle siège, d'affaires habituellement déléguées au Bureau.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_042-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-042CA DU 8 OCTOBRE 2020

**ELECTION DES MEMBRES DES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **A l'issue du vote, le Président proclame élu·e·s :**

| Commission d'Appel d'Offres | |
|---|---|
| **TITULAIRES** | **SUPPLEANT·E· S** |
| Jean-Luc CHENUT | Christophe MARTINS |
| Gaëlle MESTRIES | Franck PICHOT |
| Armelle BILLARD | Ludovic COULOMBEL |
| Isabelle COURTIGNE | Marc HERVE |
| Yvon MELLET | Louis PAUTREL |
| Pierre-Yves MAHIEU | Sophie GUYON |

| CAO groupement de commandes | |
|---|---|
| **TITULAIRE** | **SUPPLEANT·E** |
| Yvon MELLET | Armelle BILLARD |

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_042-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 16
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 5

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 18 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_042-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## ELECTION DES MEMBRES DES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

A la suite du renouvellement du Conseil d'administration, il convient de désigner les membres de la Commission d'appel d'offres.

En application des dispositions des articles L. 1414-2 et L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission d'appel d'offres est constituée du représentant légal de l'établissement ou son représentant, Président, et de cinq membres de l'organe délibérant, élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste, étant précisé que des membres suppléants sont désignés selon les mêmes modalités et en nombre égal aux membres titulaires.

Par ailleurs, depuis 2012, a été mis en place, par convention, un groupement de commandes avec le Conseil général et la Régie de Transports Illévia portant sur un certain nombre de domaines dans lesquels des besoins récurrents et communs aux trois collectivités ont été identifiés.

Pour les procédures formalisées, une Commission d'appel d'offres spécifique au groupement a été mise en place. Elle est composée, conformément à l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'un représentant (titulaire et suppléant) de la Commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement, élu parmi ses membres ayant voix délibérative.

Il convient donc de procéder à l'élection des membres de ces deux commissions d'appel d'offres

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_043-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-043CA DU 8 OCTOBRE 2020

**EVOLUTION DE LA CARTOGRAPHIE DES EMPLOIS ET DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'avis du Comité technique en date du 27 août 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE les transformations de postes et les modifications de la Cartographie des emplois et du Tableau des emplois permanents qui en résultent.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_043-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 16
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 5

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 18 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_043-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## EVOLUTION DE LA CARTOGRAPHIE DES EMPLOIS ET DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | REFERENCES : DRH/JFB-VM |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Bureau ordinaire | Pour avis | 12/03/2020 |
| Comité technique | Pour avis | 27/08/2020 |
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

## EVOLUTION DE LA CARTOGRAPHIE DES EMPLOIS

### 1. Transformation d'un emploi du grade de sergent en adjudant au CIS St Malo

Actuellement, plusieurs adjudants en poste au centre de secours de St Malo se trouvent être fortement sollicités afin d'assurer les fonctions de conseiller technique et/ou de formateurs pour les spécialités de « Plongée » et de « Sauvetage aquatique ».

Afin de pallier à leur manque de disponibilité en tant que chef d'agrès tout engin, il est proposé de transformer au sein du centre de secours de St Malo un poste du grade de sergent en grade d'adjudant.

Cela portera le nombre de postes cibles d'adjudants sur ce centre à 19 et 33 sergents.

Il convient de modifier le tableau des emplois permanents afin de tenir compte de cette modification tant sur les postes cibles que sur les postes budgétés.

### 2. Sur le pôle des postes en renfort opérationnel, transformation de deux emplois du grade de caporal en sergent et d'un emploi du grade de sergent en adjudant

Actuellement, les grades cibles des postes du renfort opérationnel sont répartis en 2 adjudants, 2 sergents et 2 caporaux.

Budgétairement, il a été défini au dernier Tableau des emplois permanents 3 postes d'adjudants, 1 poste de sergent et 2 postes de caporaux et ce, afin de répondre au mieux aux grades des agents occupants 4 de ces postes.

Les postes du renfort opérationnel seront majoritairement occupés par des sous-officiers, il convient par conséquent de modifier le Tableau des emplois permanents afin de transformer en cible les deux postes de caporaux en sergents et un poste de sergent en adjudant.

Cela amène le pôle des postes renfort opérationnel à 3 adjudants et 3 sergents, tant sur les grades cibles que sur les postes budgétés.

Il convient de modifier le tableau des emplois permanents afin de tenir compte de cette modification tant sur les postes cibles que sur les postes budgétés.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_043-DE

# MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Par ailleurs, en vue de réajuster dans la limite des grades cibles déjà fixés, les changements suivants sont proposés :

## 1. Transformation d'un emploi du grade d'adjudant en lieutenant de 2ème classe

Un agent titulaire du grade d'adjudant, a obtenu à la session de 2019, l'examen professionnel de lieutenant de 2ème classe. L'agent occupe un poste dont le grade cible est défini lieutenant hors classe.

Pour permettre sa nomination, il est nécessaire de transformer l'emploi au tableau des emplois permanents du grade d'adjudant au grade de lieutenant de 2ème classe.

## 2. Transformation de quatre emplois du grade de sergent en grade d'adjudant

Dans le cadre du déroulement du tableau annuel d'avancement du grade d'adjudant, il convient de transformer quatre postes du grade de sergent en grade d'adjudant afin de permettre une nomination des agents sur leurs postes au 1er janvier 2020. Une des transformations de postes sollicitée rentre dans le cadre des mesures sociales. Les trois autres postes correspondent à des postes de gestionnaires formation dont le grade cible a été défini comme étant celui d'adjudant.

## 3. Transformation d'un emploi du grade d'adjoint technique principal de 1ère classe en adjoint administratif principal de 1ère classe

Un agent va être recruté au 1er mai 2020 sur un poste de logisticien/magasinier, poste ciblé et budgété actuellement adjoint technique principal 1ère classe. Ce recrutement se fait par voie de mutation. L'agent appartient à la filière administrative et n'a pas le souhait de solliciter un changement de filière. Il convient par conséquent de modifier le tableau des emplois permanents afin d'être en cohérence avec le grade détenu par l'agent recruté.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_043-DE

# Tableau des Emplois Permanents – SDIS 35

| . .. | Filières | Catégories | Grades | Grades cibles Total | Postes budgétaires Total | EVOLUTION Grades cibles | EVOLUTION Postes budgétaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SPP | Filière Incendie et Secours (SPP) | Emplois Conception et Direction | Contrôleur général SPP | 1 | 1 | | |
| | | | Colonel HCl SPP | 1 | 1 | | |
| | | Total Emplois Conception et Direction | | 2 | 2 | | |
| | | Officiers Cat A | Lieutenant-colonel SPP | 11 | 10 | | |
| | | | Commandant SPP | 15 | 14 | | |
| | | | Capitaine SPP | 31 | 28 | | |
| | | Total Officiers Cat A | | 57 | 52 | | |
| | | Officiers Cat B | Lieutenant HCL | 59 | 2 | | |
| | | | Lieutenant 1CL | 0 | 37 | | |
| | | | Lieutenant 2CL | 0 | 23 | | 1 |
| | | Total Officiers Cat B | | 59 | 62 | | |
| | | Sous-officiers | Adjudant | 154 | 154 | 2 | 4 |
| | | | Sergent | 230 | 244 | 0 | -3 |
| | | Total Sous-officiers | | 384 | 398 | | |
| | | Hommes du rang | Caporal-chef | 131 | 121 | -2 | -2 |
| | | Total Hommes du rang | | 131 | 121 | | |
| | | SSSM | Médecin SPP ClEx | 2 | 4 | | |
| | | | Pharmacien SPP ClEx | 1 | 1 | | |
| | | | Médecin-Pharm SPP HCl | 3 | 0 | | |
| | | | Pharmacien SPP CIN | 0 | 1 | | |
| | | | Cadre sup de santé SPP | 1 | 1 | | |
| | | | Cadre de santé SPP 1Cl | 2 | 2 | | |
| | | | Infirmier SPP ClSup | 0 | 1 | | |
| | | | Infirmier SPP HCl | 2 | 1 | | |
| | | Total SSSM | | 11 | 11 | | |
| | Total Filière Incendie et Secours (SPP) | | | 644 | 646 | | |
| Total SPP | | | | 644 | 646 | 0 | 0 |
| PATS | Filière administrative | Cat A+ | Administrateur HCl | 1 | 0 | | |
| | | | Administrateur | 0 | 1 | | |
| | | Total Cat A+ | | 1 | 1 | | |
| | | Cat A | Directeur ter | 0 | 1 | | |
| | | | Attaché Pal | 8 | 4 | | |
| | | | Attaché | 1 | 8 | | |
| | | Total Cat A | | 9 | 13 | | |
| | | Cat B | Rédacteur Pal 1Cl | 18 | 11 | | |
| | | | Rédacteur | 22,5 | 0 | | |
| | | Total Cat B | | 40,5 | 11 | | |
| | | Cat C | Adjt adm Pal 1Cl | 37 | 64,5 | | 1 |
| | | Total Cat C | | 37 | 64,5 | | |
| | Total Filière administrative | | | 87,5 | 89,5 | | |
| | Filière technique | Cat. A+ | Ingénieur en chef HCl | 1 | 1 | | |
| | | Total Cat. A+ | | 1 | 1 | | |
| | | Cat. A | Ingénieur Pal | 5 | 3 | | |
| | | | Ingénieur | 2 | 2 | | |
| | | Total Cat. A | | 7 | 5 | | |
| | | Cat. B | Technicien Pal 1Cl | 25 | 23 | | |
| | | Total Cat. B | | 25 | 23 | | |
| | | Cat. C+ | Agent maitrise Pal | 24 | 18 | | |
| | | Total Cat. C+ | | 24 | 18 | | |
| | | Cat. C | Adjt tech Pal 1Cl | 9,5 | 16,5 | | -1 |
| | | Total Cat. C | | 9,5 | 16,5 | | |
| | Total Filière technique | | | 66,5 | 63,5 | | |
| | Filière Sociale | Cat A. | Assist soc-ed 1Cl | 1 | 1 | | |
| | | Total Cat A. | | 1 | 1 | | |
| | Total Filière Sociale | | | 1 | 1 | | |
| | Filière médico-sociale | Cat.A | Psychologue CIN | 1 | 0 | | |
| | | Total Cat.A | | 1 | 0 | | |
| | Total Filière médico-sociale | | | 1 | 0 | | |
| | Filiere culturelle | Cat B. | Assist conserv Pal 1Cl | 1 | 1 | | |
| | | Total Cat B. | | 1 | 1 | | |
| | Total Filiere culturelle | | | 1 | 1 | | |
| | Filière Médico-Technique | Technicien param ClSup | Technicien param ClSup | 1 | 1 | | |
| | | Total Technicien param ClSup | | 1 | 1 | | |
| | Total Filière Médico-Technique | | | 1 | 1 | | |
| Total PATS | | | | 158 | 156 | 0 | 0 |
| Total | | | | 802 | 802 | 0 | 0 |

| Pôle d'Affectation Temporaire Filière | Cadres d'emploi | Grades | Total | Total |
|---|---|---|---|---|
| Filière Incendie et Secours (SPP) | Lieutenant | Lieutenant 2CL | | 1 |
| | Sous-officiers | Adjudant | 10 | 6 |
| | | Sergent | | 1 |
| | Hommes du rang | Caporal-chef | | 2 |
| Total Pôle Affectation Temporaire | | | 10 | 10 |
| TOTAL GENERAL | | | 812 | 812 |

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_044-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-044CA DU 8 OCTOBRE 2020

**MODIFICATION DES REGLES DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS DANS LE CADRE DE DEPLACEMENTS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'avis du Comité technique en date du 5 octobre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE le remboursement des repas sur la base des frais réels engagés par l'agent et dans la limite du plafon prévu pour le remboursement forfaitaire**
- **APPROUVE le remboursement des repas achetés en vente "à emporter"**
- **PRECISE que l'annexe 4 du règlement intérieur sera modifiée en ce sens.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_044-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 16
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 5

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- Cyrille MOREL, Rennes Métropole, Adjoint à la Maire de Rennes
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 18 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_044-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## MODIFICATION DES REGLES DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS DANS LE CADRE DE DEPLACEMENTS

| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | REFERENCES : GEC/JJ |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Bureau ordinaire | Pour avis | 03/09/2020 |
| Comité technique | Pour avis | 01/10/2020 |
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

Le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 ouvre aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux la possibilité de déroger au mode de remboursement forfaitaire des frais de repas en cas de déplacement temporaire des agents territoriaux et de décider, par voie de délibération, de leur remboursement aux frais réels, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire.

Il vous est proposé :

- de mettre en œuvre au sein de l'établissement le remboursement des repas aux frais réels engagés par l'agent dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire (taux en vigueur au 01/01/2020 : 17,50 €).
- de permettre le remboursement des repas achetés en vente « à emporter »
- de modifier en conséquence l'annexe 4 du règlement intérieur portant sur les règles relatives aux déplacements

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**
Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_045-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-045CA DU 8 OCTOBRE 2020

**MISE EN ŒUVRE DU TELETRAVAIL**
**ET ELARGISSEMENT DES PLAGES MOBILES DE TRAVAIL**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'avis du Comité technique en date du 5 octobre 2020 et du C.H.S.C.T. en date du 6 octobre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE la mise en œuvre du télétravail au sein du SDIS PRECISE que les modalités de mise en œuvre seront définies par note de service**
- **APPROUVE l'élargissement des plages mobiles de travail telles que mentionnées dans le rapport**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_045-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 15
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 6

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 17 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_045-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## MISE EN ŒUVRE DU TELETRAVAIL ET ELARGISSEMENT DES PLAGES MOBILES DE TRAVAIL

| DIRECTION DEPARTEMENTALE | REFERENCES : DDA/LMD |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Bureau ordinaire | Pour avis | 03/09/2020 |
| Comité technique | Pour avis | 01/10/2020 |
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

## Mise en œuvre du télétravail au sein du SDIS

L'évolution des outils numériques a transformé en quelques années nos modes de vies et impacté, les formes, les conditions et l'organisation du travail.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Pour des établissements comme le SDIS, l'enjeu est de se saisir de ces nouveaux outils pour améliorer l'efficacité, moderniser l'organisation mais aussi de proposer aux agents de nouveaux modes de fonctionnement qui allient efficience et qualité de vie au travail.

Le télétravail s'inscrit dans cette dynamique et le SDIS 35 a souhaité s'y engager avec comme objectifs :

1. Contribuer à améliorer la qualité de vie au travail des agents
2. Moderniser les méthodes de travail
3. Diminuer l'empreinte carbone de la collectivité et la pollution liées aux transports

Pour étudier et discuter les conditions de mise en œuvre du télétravail un groupe de travail a été constitué, regroupant des représentants des organisations syndicales, des cadres chefs de service de l'établissement, le DRH et le DDA. Ce groupe de travail s'est réuni à 7 reprises depuis le 9 juin 2020.

Les modalités générales du télétravail au sein du SDIS d'Ille-et-Vilaine ont été définies dans un projet de note de service. Celle-ci fixe des conditions générales d'exercice du télétravail, conditions qui sont reprises et adaptées dans un acte individuel signé par chaque agent télétravailleur.

### Critères fonctionnels et techniques d'éligibilité

Cette organisation du travail est accessible à tous les agents de l'établissement dont les activités sont, en tout ou partie, éligibles au télétravail (tâches relatives à la conception, la réflexion, la rédaction ou toutes autres tâches administratives qui peuvent s'exercer à distance)

### Descriptif de la procédure de candidature

Est créée une commission d'arbitrage du télétravail qui sera chargée notamment :

- ✓ De statuer sur les recours en cas de désaccord sur les modalités du télétravail entre le demandeur et le chef de service.
- ✓ D'analyser les demandes exceptionnelles de télétravail, hors cadre de ce règlement
- ✓ De conseiller les chefs de service en cas de demande atypique

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_045-DE

**Modalités du télétravail** :

L'agent peut demander à s'inscrire dans un dispositif de *télétravail régulier* à raison de 1 journée par semaine. Cette journée est fixe et déterminée dans l'acte d'autorisation d'exercice. Une journée de télétravail non utilisée ne donne lieu à aucun report sur une autre semaine. De même, si le jour de télétravail tombe sur un jour férié, un jour de fermeture de service, une journée de formation, ou sur toute autre absence, aucun report n'est dû.

La 2éme solution est le dispositif de *télétravail flottant*. Il s'agit d'un forfait de 4 jours maximum par mois à prendre en fonction des besoins en accord avec le chef de service. Les jours non utilisés sur un mois ne sont pas reportables sur les mois suivants. La demande d'une journée de télétravail doit être faite au moins 5 jours ouvrés avant.

Le fractionnement en demi-journées de télétravail n'est pas recommandé dans le but de diminuer les déplacements des agents, mais peut être autorisé par le chef de service pour des raisons d'organisation de service. De même, le télétravail n'est pas recommandé le mercredi.

Le chef de service peut autoriser un agent à télétravailler lorsque qu'une situation exceptionnelle inattendue survient, comme par exemple le transport indisponible ou rendu dangereux (verglas…)

**Lieux du télétravail**

Au domicile principal de l'agent, dans un centre de secours ou un autre site du SDIS 35 (GFS, GST). L'utilisation de ces lieux devra tenir compte des possibilités d'accueil en termes de places disponibles.

A titre exceptionnel, il est possible qu'un agent télétravaille hors du lieu de télétravail habituel déclaré (domicile ou tiers-lieu) sous réserve de l'accord du chef de service qui devra avoir connaissance au préalable du lieu alternatif.

**Nombre de jours de télétravail**

Au cours des échanges au sein du groupe de travail, les avis étaient plutôt partagés sur cette question. Les uns estimaient que la mise en place du télétravail pouvait perturber l'organisation actuelle des services, par conséquent une journée de télétravail par semaine leur semble adaptée. Les autres, se basant sur l'expérience du télétravail durant le confinement, pensent que le télétravail est une nouvelle organisation du travail mais que la qualité du service ne se détériore pas, aussi ils proposent de permettre 2 jours de télétravail par semaine.

Il est donc proposé de commencer en plafonnant le nombre de jours de télétravail à 1 journée par semaine ou 4 jours par mois. Un bilan sera fait après une année de mise en œuvre avant de proposer de plafonner le nombre de jours de télétravail à 2 jours par semaine ou 8 jours par mois.

**Coût financier**

D'un point de vue financier, le projet représente un coût direct lié pour l'essentiel à la fourniture de matériel dédié (estimation : 85 PC à 1 000 € l'unité). S'y ajoute un renforcement du parc de PC multi-services avec possibilité d'emprunt pour les agents en télétravail.

## Elargissement des plages mobiles de travail

Conformément au décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié, les horaires de télétravail sont les mêmes que les horaires de travail en présentiel définis dans le règlement intérieur. Pour faire suite aux échanges relatifs au télétravail, il est proposé de modifier les plages variables des horaires de travail définies par le règlement intérieur :

| Plage | Créneau actuel | Créneau proposé |
|---|---|---|
| Plage mobile | 8H – 9H | 7H30 – 9H |
| Plage fixe | 9H – 11H45 | 9H – 11H45 |
| Plage mobile (pause méridienne de 45 min mini) | 11H45 - 14H | 11H45 - 14H |
| Plage fixe | 14H – 16H30 | 14H – 16H30 |
| Plage mobile | 16H30 – 18H | 16H30 – 19H |

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_046-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-046CA DU 8 OCTOBRE 2020

**REVALORISATION DE L'INDEMNITE DE FEU**
**DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'avis du Comité technique en date du 5 octobre 2020
Vu le rapport présenté ce jour

*Considérant que le décret n°2020-903 du 24 juillet 2020 portant revalorisation de l'indemnité de feu allouée aux sapeurs-pompiers professionnels modifie l'article 6-3 du décret du 25 septembre 1990 et porte le taux de l'indemnité de feu de 19% à 25%*
*Considérant que la délibération du 27 mai 1999 portant approbation du régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels du corps départemental en vigueur jusqu'ici, et qui prévoit notamment l'octroi de l'indemnité de feu, précise le taux attribué (19%)*
*Considérant que pour mettre la délibération relative à l'indemnité de feu en conformité avec le nouveau taux de l'indemnité de feu arrêté par le décret précité, il est proposé de la modifier en mentionnant que le taux attribué est celui arrêté par décret*
*Etant précisé que d'un point de vue pratique, le taux de l'indemnité de feu, sera porté à la date du 26 juillet 2020 de 19% (taux réglementaire fixé par le décret n°90-850 jusqu'au 25 juillet 2020) à 25% (taux réglementaire fixé par le décret n°2020-903)*
*Etant enfin précisé, pour mémoire, que le coût de cette revalorisation représente environ 1 300 000 € pour une année complète, dont la charge sera financée exclusivement par le Conseil départemental*

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE le versement de l'indemnité de feu aux sapeurs-pompiers professionnels au taux fixé par décret**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_046-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 15
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 6

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 17 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_046-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## REVALORISATION DE L'INDEMNITE DE FEU DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | REFERENCES : DRH/LB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Bureau ordinaire | Pour avis | 03/09/2020 |
| Comité technique | Pour avis | 01/10/2020 |
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

Le décret n°2020-903 du 24 juillet 2020 portant revalorisation de l'indemnité de feu allouée aux sapeurs-pompiers professionnels modifie l'article 6-3 du décret du 25 septembre 1990 et porte le taux de l'indemnité de feu de 19% à 25%.

La délibération du 27 mai 1999 portant approbation du régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels du corps départemental en vigueur jusqu'ici, et qui prévoit notamment l'octroi de l'indemnité de feu, précise le taux attribué (19%).

Pour mettre la délibération relative à l'indemnité de feu en conformité avec le nouveau taux de l'indemnité de feu arrêté par le décret précité, il est proposé de la modifier en mentionnant que le taux attribué est celui arrêté par décret.

D'un point de vue pratique, le taux de l'indemnité de feu, sera porté à la date du 26 juillet 2020 de 19% (plafond réglementaire fixé par le décret n°90-850 jusqu'au 25 juillet 2020) à 25% (plafond réglementaire fixé par le décret n°2020-903).

Pour mémoire, le coût de cette revalorisation représente environ 1 300 000 € pour une année complète, dont la charge sera financée exclusivement par le Conseil départemental.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-047CA DU 8 OCTOBRE 2020

**DECISION MODIFICATIVE N°2 POUR L'EXERCICE 2020**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu le Débat des orientations budgétaires en date du 17 décembre 2019 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration n° 2020-006CA du 11 février 2020 approuvant le Budget primitif pour l'exercice 2020

Vu la délibération du Conseil d'administration n° 20
Vu le rapport présenté ce jour

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE la Décision Modificative n°2 pour l'exercice 2020, telle qu'elle figure en annexe.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 15
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 6

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 17 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## DECISION MODIFICATIVE N°2 POUR L'EXERCICE 2020

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : DAF/CB |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

Une Décision Modificative n°2 est proposée pour répondre à des besoins de crédits d'investissements supplémentaires qui concernent un chapitre budgétaire où il n'est pas possible de procéder par le biais de virements de crédits : cela concerne l'acquisition de licences informatiques (Chapitre 20 – Immobilisations corporelles : + 37 500 €). Ces dépenses supplémentaires en investissement sont permises par la réduction d'autres dépenses et au final, le recours prévisionnel à l'emprunt est réduit de 103 500 €, et passe ainsi à 336 361 €.

Cette Décision Modificative est également l'occasion de prendre en compte quelques ajustements de crédits pour la section de fonctionnement. Le point majeur concerne les charges de personnel. En effet, pour financer le surcoût lié à la revalorisation de l'indemnité de feu des sapeurs-pompiers professionnels, dont le coût est estimé à 530 000 € pour l'année 2020, les articles 64118 - autres indemnités et 6453 - cotisations aux caisses de retraite ont été abondés en prélevant sur différents articles dont le taux de réalisation est inférieur aux prévisions.

Au final, les augmentations de crédits aux chapitres 011 et 012 sont intégralement compensées par les réductions de crédits.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**
Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| ARTICLE | LIBELLE | B.P. 2020 | D.M. 1 | Virements de crédits | Crédits ouverts au 15/09/2020 | Réalisé au 15/09/2020 | % réalisation | PROPOSITIONS PRESIDENT D.M. 2 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Total (engagé + mandaté) | | Opérations réelles | Opérations d'ordre | |
| 605 | achats de mat. Éqpts travaux | 16 000,00 | | 2 050,00 | 18 050,00 | 8 987 | 49,8% | | | |
| 60611 | eau et assainissement | 200,00 | | | 200,00 | 0 | 0,0% | | | |
| 60612 | énergie éléctricité | 3 000,00 | | | 3 000,00 | 2 827 | 94,2% | | | |
| 60621 | combustibles | 2 300,00 | | 1 000,00 | 3 300,00 | 1 913 | 58,0% | | | |
| 60622 | carburants | 843 000,00 | | -64 800,00 | 778 200,00 | 681 949 | 87,6% | | | |
| 60623 | alimentation | 41 000,00 | -2 000 | | 39 000,00 | 25 085 | 64,3% | | | |
| 60628 | autres fournitures non stockées | 14 000,00 | | 3 500,00 | 17 500,00 | 9 529 | 54,5% | | | |
| 60631 | fournitures d'entretien | 28 000,00 | | 8 150,00 | 36 150,00 | 31 388 | 86,8% | | | |
| 60632 | fournitures de petit équipement | 800 000,00 | 48 000 | 14 700,00 | 862 700,00 | 626 790 | 72,7% | 20 200 | | DSIT - service systèmes : transfert de l'article 6188 |
| 60636 | habillement et vêtement de travail | 512 000,00 | 5 000 | | 517 000,00 | 286 944 | 55,5% | | | |
| 6064 | fournitures administratives | 66 000,00 | | -1 000,00 | 65 000,00 | 35 106 | 54,0% | | | |
| 60661 | médicaments | 18 000,00 | | 5 000,00 | 23 000,00 | 18 809 | 81,8% | | | |
| 60662 | vaccins et sérums | 4 000,00 | | | 4 000,00 | 3 411 | 85,3% | | | |
| 60668 | autres produits pharmaceutiques | 140 000,00 | 30 000 | 15 000,00 | 185 000,00 | 139 092 | 75,2% | | | |
| 6067 | produits d'intervention | 27 500,00 | | | 27 500,00 | 12 918 | 47,0% | | | |
| 6068 | autres matières et fournitures | 21 000,00 | 8 000 | 18 500,00 | 47 500,00 | 27 501 | 57,9% | | | |
| 6132 | locations immobilières | 2 280 000,00 | | -8 400,00 | 2 271 600,00 | 348 583 | 15,3% | | | |
| 6135 | locations mobilières | 103 000,00 | -6 000 | | 97 000,00 | 88 071 | 90,8% | | | |
| 61521 | entretien terrains | | | | 0,00 | 0 | | | | |
| 615221 | entretien bâtiments publics | 22 000,00 | 6 000 | -9 500,00 | 18 500,00 | 6 668 | 36,0% | | | |
| 615228 | entretien bâtiments autres | 2 000,00 | | -1 000,00 | 1 000,00 | 192 | 19,2% | | | |
| 615231 | entretien voirie | | | | 0,00 | 0 | | | | |
| 61551 | entretien matériel roulant | 750 000,00 | 40 000 | -1 000,00 | 789 000,00 | 491 988 | 62,4% | | | |
| 61558 | entretien autres biens mobiliers | 233 000,00 | -7 300 | | 225 700,00 | 120 340 | 53,3% | | | |
| 6156 | maintenance | 853 000,00 | -4 200 | -2 923,00 | 845 877,00 | 692 717 | 81,9% | | | |
| 6161 | primes d'assurance multirisques | 290 000,00 | | | 290 000,00 | 271 903 | 93,8% | | | |
| 6168 | primes d'assurance autres | 148 000,00 | | | 148 000,00 | 65 996 | 44,6% | | | |
| 617 | études et recherches | 8 000,00 | | | 8 000,00 | 0 | 0,0% | | | |
| 61821 | abonnements | 20 000,00 | | -450,00 | 19 550,00 | 13 093 | 67,0% | | | |
| 61828 | autres documentations | 6 000,00 | | 100,00 | 6 100,00 | 2 259 | 37,0% | | | |
| 6184 | versement à des organismes de formation | 605 000,00 | -48 000 | | 557 000,00 | 368 711 | 66,2% | | | |
| 6185 | frais de colloques et séminaires | 6 000,00 | -1 000 | | 5 000,00 | 1 359 | 27,2% | | | |
| 6188 | autres frais divers | 315 000,00 | -47 000 | -6 000,00 | 262 000,00 | 143 350 | 54,7% | -20 200 | | DSIT - service systèmes : Annulation crédits formation Migration HyperV2016 et AD 2016 - Transfert vers article 60632 |
| 6225 | indem comptable et régisseurs | 8 000,00 | | | 8 000,00 | 49 | 0,6% | | | |
| 6226 | honoraires | 10 000,00 | | | 10 000,00 | 5 890 | 58,9% | | | |
| 6227 | frais d'actes et contentieux | | | 450,00 | 450,00 | 444 | 98,7% | | | |
| 6228 | divers | 7 000,00 | | | 7 000,00 | 3 401 | 48,6% | | | |
| 6231 | annonces et insertions | 25 000,00 | | | 25 000,00 | 14 911 | 59,6% | | | |
| 6232 | fêtes et cérémonies | 63 000,00 | | -4 224,00 | 58 776,00 | 16 724 | 28,5% | | | |
| 6236 | catalogues et imprimés | 17 000,00 | | 21 964,00 | 38 964,00 | 33 294 | 85,4% | | | |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| ARTICLE | LIBELLE | B.P. 2020 | D.M. 1 | Virements de crédits | Crédits ouverts au 15/09/2020 | Réalisé au 15/09/2020 Total (engagé + mandaté) | % réalisation | PROPOSITIONS PRESIDENT D.M. 2 Opérations réelles | PROPOSITIONS PRESIDENT D.M. 2 Opérations d'ordre | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6238 | prestations diverses | 3 000,00 | | | 3 000,00 | 0 | 0,0% | | | |
| 6241 | transports de biens | 30 000,00 | | 1 996,00 | 31 996,00 | 16 375 | 51,2% | | | |
| 6247 | transports collectifs du personnel | 21 000,00 | -21 000 | | 0,00 | 0 | | | | |
| 6251 | voyages et déplacements | 132 000,00 | -15 000 | | 117 000,00 | 85 531 | 73,1% | | | |
| 6255 | frais de déménagement | 66 000,00 | | -4 000,00 | 62 000,00 | 33 538 | 54,1% | | | |
| 6261 | frais d'affranchissement | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 526 | 52,6% | | | |
| 6262 | frais de télécommunications | 340 000,00 | 44 500 | | 384 500,00 | 197 034 | 51,2% | | | |
| 627 | services bancaires & assimilés | | | 2 350,00 | 2 350,00 | 407 | 17,3% | | | |
| 6281 | concours divers (cotisations) | 3 500,00 | | 450,00 | 3 950,00 | 2 756 | 69,8% | | | |
| 6282 | frais de gardiennage | 5 500,00 | | | 5 500,00 | 4 840 | 88,0% | | | |
| 6283 | frais de nettoyage des locaux | 345 000,00 | | -3 600,00 | 341 400,00 | 197 923 | 58,0% | | | |
| 62878 | remb. à des tiers | 49 000,00 | | | 49 000,00 | 27 736 | 56,6% | | | |
| 6288 | autres services extérieurs | 166 000,00 | 39 000 | 11 687,00 | 216 687,00 | 142 507 | 65,8% | | | |
| 6355 | taxes et impôts sur véhicules | 36 000,00 | | | 36 000,00 | 12 481 | 34,7% | | | |
| 637 | autres impôts taxes et versements assimilés | 25 000,00 | | | 25 000,00 | 9 563 | 38,3% | | | |
| **CHAP. 011** | **CHARGES A CARACTERE GENERAL** | **9 530 000,00** | **69 000,00** | **0,00** | **9 599 000,00** | **5 333 410** | **55,6%** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 6218 | autre personnel extérieur | 130 000,00 | | | 130 000,00 | 70 641 | 54,3% | -20 000 | | Pour financer le surcoût lié à la revalorisation de l'indemnité de feu des sapeurs-pompiers professionnels (estimation 530 000 € pour l'année 2020), les articles 64118 - autres indenmités et 6453 - cotisations aux caisses de retraite ont été abondés en prélevant sur différents articles dont le taux de réalisation est inférieur aux prévisions. |
| 6331 | versement de transport | 307 000,00 | | | 307 000,00 | 203 660 | 66,3% | | | |
| 6332 | cotisations versées au FNAL | 101 000,00 | | | 101 000,00 | 66 627 | 66,0% | | | |
| 6333 | Participation employeurs format. Prof. Cont. | 100 000,00 | | | 100 000,00 | 0 | 0,0% | | | |
| 6336 | cotisation CNFPT & CDG | 301 000,00 | 50 000,00 | | 351 000,00 | 213 501 | 60,8% | | | |
| 64111 | rémunération principale | 19 750 000,00 | | | 19 750 000,00 | 13 108 009 | 66,4% | -110 000 | | |
| 64112 | S.F.T. | 545 000,00 | | | 545 000,00 | 337 471 | 61,9% | -30 000 | | |
| 64113 | N.B.I. | 245 000,00 | | | 245 000,00 | 150 967 | 61,6% | -10 000 | | |
| 64118 | autres indemnités | 10 980 000,00 | | | 10 980 000,00 | 7 143 748 | 65,1% | 300 000 | | |
| 64131 | rémunérations personnel non titulaire | 520 000,00 | | | 520 000,00 | 324 294 | 62,4% | -30 000 | | |
| 64141 | vacations versées aux SPV | 7 350 000,00 | -10 000,00 | | 7 340 000,00 | 4 638 108 | 63,2% | -120 000 | | |
| 64145 | vacations versées aux employeurs | 90 000,00 | | | 90 000,00 | 33 152 | 36,8% | | | |
| 64146 | vacations service de santé | 560 000,00 | | | 560 000,00 | 361 275 | 64,5% | | | |
| 6417 | rémunération des apprentis | 28 000,00 | | | 28 000,00 | 16 568 | 59,2% | | | |
| 6451 | cotisations URSSAF | 3 150 000,00 | | | 3 150 000,00 | 2 095 049 | 66,5% | -15 000 | | |
| 6453 | cotisations caisses de retraite | 7 870 000,00 | | | 7 870 000,00 | 5 221 322 | 66,3% | 110 000 | | |
| 6454 | cotisations ASSEDIC | 18 000,00 | | | 18 000,00 | 11 973 | 66,5% | | | |
| 6455 | cotisation assurance du personnel | 125 000,00 | | | 125 000,00 | 108 900 | 87,1% | -15 000 | | |
| 6458 | Cot. Autres org.sociaux | 202 000,00 | | | 202 000,00 | 67 002 | 33,2% | | | |
| 646 | allocation de vétérance | 690 000,00 | | | 690 000,00 | -3 989 | -0,6% | | | |
| 6472 | prestations familiales directes | 130 000,00 | -50 000,00 | | 80 000,00 | 17 191 | 21,5% | | | |
| 6475 | médecine du travail pharmacie | 75 000,00 | | | 75 000,00 | 27 629 | 36,8% | -20 000 | | |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 400 000,00 | 50 000,00 | | 450 000,00 | 331 323 | 73,6% | | | |
| 64832 | contribution au FCCPA | | | | 0,00 | 0 | | | | |
| 6488 | autres charges | 133 000,00 | | | 133 000,00 | 59 200 | 44,5% | -40 000 | | |
| **CHAP. 012** | **CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES** | **53 800 000,00** | **40 000,00** | **0,00** | **53 840 000,00** | **34 603 621** | **64,3%** | **0** | **0** | |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| ARTICLE | LIBELLE | B.P. 2020 | D.M. 1 | Virements de crédits | Crédits ouverts au 15/09/2020 | Réalisé au 15/09/2020 Total (engagé + mandaté) | % réalisation | PROPOSITIONS PRESIDENT D.M. 2 Opérations réelles | Opérations d'ordre | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | |
| 651 | Redevance, conces., brevets, licences, … | 233 800,00 | 9 300,00 | | 243 100,00 | 208 053 | 85,6% | | | |
| 6531 | indemnités élus | 38 000,00 | | | 38 000,00 | 23 387 | 61,5% | | | |
| 6532 | frais de mission élus | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 0 | 0,0% | | | |
| 6534 | Cot. De SS - part patronale | 3 000,00 | | | 3 000,00 | 1 802 | 60,1% | | | |
| 6541 | créances admises en non valeur | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 0 | 0,0% | | | |
| 6542 | créances éteintes | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 0 | | | | |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 215 000,00 | | | 215 000,00 | 214 420 | 99,7% | | | |
| 6574 | subv. fonctionnement aux associations | 358 200,00 | | | 358 200,00 | 345 788 | 96,5% | | | |
| 658 | charges diverses de gestion courante | 7 000,00 | 5 700,00 | | 12 700,00 | 5 902 | 46,5% | | | |
| **CHAP. 65** | **AUTRES CHARGES D'ACTIVITE** | **858 000,00** | **15 000,00** | **0,00** | **873 000,00** | **799 352** | **91,6%** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 66111 | intérêts des emprunts et dettes | 165 000,00 | | | 165 000,00 | 164 608 | 99,8% | | | |
| 66112 | ICNE de l'exercice sur emprunts | 5 000,00 | | | 5 000,00 | -14 742 | -294,8% | | | |
| 668 | autres charges financières | | | | | | | | | |
| **CHAP. 66** | **CHARGES FINANCIERES** | **170 000,00** | **0,00** | **0,00** | **170 000,00** | **149 866** | **88,2%** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 6711 | intérêts moratoires et pénalités s/marché | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 0 | 0,0% | | | |
| 6718 | autres charges exceptionnel. s/opé. de gest° | | | | | | | | | |
| 673 | titres annulés | 24 000,00 | | | 24 000,00 | 19 150 | 79,8% | | | |
| 678 | autres charges exceptionnelles | 4 000,00 | | | 4 000,00 | 3 700 | | | | |
| **CHAP. 67** | **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | **29 000,00** | **0,00** | **0,00** | **29 000,00** | **22 850** | **78,8%** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 6815 | Dot.prov. Pour risques et charges de fonct. | 0,00 | 51 000,00 | | 51 000,00 | 0 | | | | |
| 6817 | Dot.prov. dépréciation actifs circulants | 5 500,00 | 1 000,00 | | 6 500,00 | 5 423 | | | | |
| 6865 | Dot.prov. risques et charges financières | | | | | | | | | |
| **CHAP. 68** | **DOT. AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS** | **5 500,00** | **52 000,00** | **0,00** | **57 500,00** | **5 423** | | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| **CHAP. 022** | **DEPENSES IMPREVUES** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0** | | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| **CHAP. 023** | **VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | **547 866,31** | **-176 000,00** | **0,00** | **371 866,31** | **0** | | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 675 | valeur comptable des immob. cédées | | | | | 33 505 | | | | |
| 6761 | Dif./Réal. Transférées en Invest. | | | | | 67 975 | | | | |
| 6811 | dot.amort. Immob.corporelles & incorp. | 6 646 500,00 | | | 6 646 500,00 | 6 546 165 | 98,5% | | | |
| **CHAP. 042** | **TRANSFERT ENTRE SECTIONS** | **6 646 500,00** | **0,00** | **0,00** | **6 646 500,00** | **6 647 645** | **100,0%** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| **SOUS TOTAL DM 2** | | | | | | | | **0** | **0** | |
| **TOTAL GENERAL** | | **71 586 866,31** | **0,00** | **0,00** | **71 586 866,31** | **47 562 168** | **66,4%** | **0** | | |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| ARTICLE | LIBELLE | B.P. 2020 | D.M. 1 | Crédits ouverts au 15/09/2020 | Réalisé au 15/09/2020 (titres émis) | % réalisation | PROPOSITIONS NOUVELLES D.M. 2 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Opérations réelles | Opérations d'ordre |
| 7061 | interventions soumises à facturation | 70 000,00 | | 70 000,00 | -1 555 | -2,2% | | |
| 7068 | autres prestations de services | 2 000,00 | | 2 000,00 | 975 | 48,8% | | |
| 7083 | locations diverses (autres qu'immeubles) | 0,00 | | 0,00 | | | | |
| 70848 | mise à disposition personnel | 592 000,00 | | 592 000,00 | 331 633 | 56,0% | | |
| 70878 | remb frais par des tiers | 60 000,00 | | 60 000,00 | 76 331 | 127,2% | | |
| **CHAP. 70** | **PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE** | **724 000,00** | **0** | **724 000,00** | **407 384** | **56,3%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| 74718 | autres participations Etat | | | | 2 616 | | | |
| 7473 | départements | 31 240 000,00 | | 31 240 000,00 | 21 000 000 | 67,2% | | |
| 7474 | communes | 2 283 584,00 | | 2 283 584,00 | 1 936 205 | 84,8% | | |
| 7475 | groupements de collectivités | 33 477 786,00 | | 33 477 786,00 | 32 932 644 | 98,4% | | |
| 7476 | sécurité sociale et organismes mutualistes | | | | 8 772 | | | |
| 7478 | participations autres organismes | 998 630,00 | | 998 630,00 | 595 396 | 59,6% | | |
| 748 | autres participations | | | | | | | |
| **CHAP. 74** | **CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS** | **68 000 000,00** | **0** | **68 000 000,00** | **56 475 633** | **83,1%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| 752 | loyers | 30 000,00 | | 30 000,00 | 20 787 | 69,3% | | |
| 758 | produits divers de gestion courante | 75 000,00 | | 75 000,00 | 91 625 | 122,2% | | |
| **CHAP. 75** | **AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE** | **105 000,00** | **0** | **105 000,00** | **112 412** | **107,1%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| 6096 | d'approv. Non stockés | 1 000,00 | | 1 000,00 | 162 | 16,2% | | |
| 619 | RRR obtenus / serv. Extérieurs | | | | | | | |
| 629 | RRR obtenus / autres serv. Extérieurs | | | | 248 | | | |
| 6419 | remb sur rémunération du personnel | 93 000,00 | | 93 000,00 | 83 788 | 90,1% | | |
| 6459 | Remb sur charges SS et prévoyance | 1 000,00 | | 1 000,00 | 694 | 69,4% | | |
| 6479 | Remb autres charges sociales | 285 000,00 | | 285 000,00 | 179 081 | | | |
| **CHAP. 013** | **ATTENUATION DE CHARGES** | **380 000,00** | **0** | **380 000,00** | **263 973** | **69,5%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| 766 | gains de change | | | | | | | |
| **CHAP. 76** | **PRODUITS FINANCIERS** | **0,00** | **0** | **0,00** | **0** | **0,0%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| 7711 | dédits et pénalités reçues | 30 000,00 | | 30 000,00 | 86 844 | 289,5% | | |
| 7718 | autres produits exceptionnels s/opé de gestion | | | 0,00 | 0 | | | |
| 773 | mandats annulés | 1 000,00 | | 1 000,00 | 2 372 | 237,2% | | |
| 775 | produits des cessions d'immobilisations | | | | 90 186 | | | |
| 7788 | autres produits exceptionnels | 22 600,00 | | 22 600,00 | 19 020 | 84,2% | | |
| **CHAP. 77** | **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | **53 600,00** | **0** | **53 600,00** | **198 423** | **370,2%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| 7811 | reprise sur amort. Immob.incorporelles & corporelles | | | | | | | |
| 7815 | reprise sur provisions pour risques & charges de fonctionnement courants | | | | | | | |
| 7865 | reprise sur provisions pour risques & charges financiers | | | | | | | |
| **CHAP. 78** | **REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS** | **0,00** | **0** | **0,00** | **0** | **0,0%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| 7761 | Dif. s/réal.reprise au cpte de résultat | | | | 11 294 | | | |
| 7768 | neutralisation des amortissements | 894 250,00 | | 894 250,00 | 894 066 | 100,0% | | |
| 777 | quote part des subventions transférées | 198 150,00 | | 198 150,00 | 198 000 | 99,9% | | |
| **CHAP. 042** | **TRANSFERT ENTRE SECTIONS** | **1 092 400,00** | **0** | **1 092 400,00** | **1 103 360** | **101,0%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| **002** | **RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE** | **1 231 866,31** | **0** | **1 231 866,31** | **1 231 866** | **100,0%** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | |
| **SOUS TOTAL DM 2** | | | | | | | **0** | **0** |
| **TOTAL GENERAL** | | **71 586 866,31** | **0** | **71 586 866,31** | **59 793 051** | **83,5%** | **0** | |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| ARTICLE | LIBELLE | B.P. 2020 | REPORTS | D.M. 1 | Virements de crédits | Crédits Ouverts au 15/09/2020 | Réalisé au 15/09/2020 | PROPOSITIONS NOUVELLES | | COMMENTAIRES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Total (engagé + mandaté) | Opérations réelles | Opérations d'ordre | |
| 10222 | F.C.T.V.A. - reversement | | | 700,00 | | 700,00 | 687 | | | |
| **CHAP. 10** | **DOTATIONS - FONDS DIVERS ET RESERVES** | **0** | **0,00** | **700,00** | **0** | **700,00** | **687** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 1641 | emprunts en euros | 1 785 000 | | | | 1 785 000,00 | 1 785 705 | | | |
| **CHAP. 16** | **EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES** | **1 785 000** | **0,00** | **0,00** | **0** | **1 785 000,00** | **1 785 705** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 2031 | frais d'études | 42 000 | | | | 42 000,00 | 16 818 | | | |
| 2033 | frais d'insertion | 6 000 | 1 080,00 | | | 7 080,00 | 7 080 | | | |
| 2051 | Concessions et droits similaires, brevets,licences,... | 782 270 | 30 321,91 | -199 250,00 | | 613 341,91 | 479 617 | 37 500 | | Licences Microsoft Office 2019 : + 20 000 €<br>Licences Microsoft Gestion des sites distants : +13 000 €<br>Licences Microsoft RDS : +4 500 € |
| **CHAP. 20** | **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | **830 270** | **31 401,91** | **-199 250,00** | **0** | **662 421,91** | **503 515** | **37 500** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 21531 | réseaux de transmission | 153 100 | 30 909,10 | 159 900,00 | | 343 909,10 | 85 887 | | | |
| 21532 | réseaux d'alerte | 573 530 | 2 409,60 | 1 500,00 | | 577 439,60 | 123 722 | | | |
| 21538 | autres réseaux | 662 750 | | -220 000,00 | | 442 750,00 | 295 914 | | | |
| 21561 | matériel mobile d'incendie et de secours | 2 976 450 | 2 685 019,03 | -175 400,00 | | 5 486 069,03 | 4 438 038 | -309 000 | | Annulation crédits acquisition échelle sur porteur |
| 21562 | matériel non mobile d'incendie et de secours | 1 399 650 | 588 509,04 | 47 500,00 | -1 500 | 2 034 159,04 | 1 480 622 | 108 000 | | Acquisition de coussins de sauvetage (en remplacement de l'échelle sur porteur) |
| 21571 | matériels et outillages techniques ateliers | 124 500 | | 50 300,00 | -2 000 | 172 800,00 | 68 991 | | | |
| 21578 | autres matériels et outillages tecniques | | 5 543,04 | | 4 000 | 9 543,04 | 4 027 | | | |
| 2158 | autres matériels | 79 300 | 1 174,88 | 20 000,00 | 3 550 | 104 024,88 | 79 617 | | | |
| 2181 | installations générales, agencements | 107 000 | | -100 000,00 | 1 100 | 8 100,00 | 7 079 | | | |
| 2182 | matériel de transport | 233 000 | 478 943,60 | 125 000,00 | | 836 943,60 | 626 425 | | | |
| 2183 | matériel informatique | 38 300 | 10 259,62 | 32 000,00 | | 80 559,62 | 71 709 | 60 000 | | Ordinateurs portables et stations |
| 2184 | matériel de bureau et mobilier | 329 400 | 41 858,51 | -135 000,00 | -4 050 | 232 208,51 | 174 319 | | | |
| 2188 | autres immobilisations corporelles | 43 400 | 5 032,08 | | -1 100 | 47 332,08 | 20 322 | | | |
| **CHAP. 21** | **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | **6 720 380** | **3 849 658,50** | **-194 200,00** | **0** | **10 375 838,50** | **7 476 671** | **-141 000** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 238 | avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles | 15 000 | | | | 15 000,00 | 0 | | | |
| **CHAP. 23** | **IMMOBILISATIONS EN COURS** | **15 000** | **0,00** | **0,00** | **0** | **15 000,00** | **0** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 275 | dépôts et cautionnements versés | 2 000 | | | | 2 000,00 | 0 | | | |
| **CHAP. 27** | **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | **2 000** | **0,00** | **0,00** | **0** | **2 000,00** | **0** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| **CHAP. 020** | **DEPENSES IMPREVUES** | **0** | **0,00** | **0,00** | **0** | **0,00** | **0** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 13913 | Subv. Departement transf.au cpte de résultat | 136 800 | | | | 136 800,00 | 136 789 | | | |
| 13914 | Subv. Communes transf.au cpte de résultat | 49 500 | | | | 49 500,00 | 49 440 | | | |
| 13918 | Autres subv. Transf. équipement | 1 350 | | | | 1 350,00 | 1 346 | | | |
| 13931 | Subv. Fonds d'aide à l'investissement transf.au cpte de résultat | 10 500 | | | | 10 500,00 | 10 425 | | | |
| 192 | + ou - values sur cessions d'immobilisations | | | | | 0,00 | 11 294 | | | |
| 198 | neutralisation des amortissements | 894 250 | | | | 894 250,00 | 894 066 | | | |
| **CHAP. 040** | **TRANSFERT ENTRE SECTIONS** | **1 092 400** | **0,00** | **0,00** | **0** | **1 092 400,00** | **1 103 360** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| 2051 | Concessions et droits similaires, brevets,licences,... | 25 000 | | | -3 390 | 21 610,00 | 3 450 | | | |
| 21532 | réseaux d'alerte | | | | 110 | 110,00 | 108 | | | |
| 21538 | autres réseaux | 3 000 | | | | 3 000,00 | 1 404 | | | |
| 21561 | matériel mobile d'incendie et de secours | 2 000 | | | 1 750 | 3 750,00 | 1 746 | | | |
| 21562 | matériel non mobile d'incendie et de secours | 3 000 | | | 1 090 | 4 090,00 | 1 944 | | | |
| 2181 | installations générales, agencements | | | | 110 | 110,00 | 108 | | | |
| 2183 | matériel informatique | 2 000 | | | | 2 000,00 | 0 | | | |
| 2184 | matériel de bureau et mobilier | | | | 330 | 330,00 | 324 | | | |
| **CHAP. 041** | **OPERATIONS PATRIMONIALES** | **35 000** | **0** | **0** | **0** | **35 000,00** | **9 084** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| **001** | **SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE** | **0** | **0,00** | **0,00** | **0** | **0,00** | **0** | **0** | **0** | |
| | | | | | | | | | | |
| **SOUS TOTAL DM 2** | | | | | | | | **-103 500** | **0** | |
| **TOTAL GENERAL** | | **10 480 050** | **3 881 060,41** | **-392 750,00** | **0** | **13 968 360,41** | **10 879 022** | **-103 500** | | |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| ARTICLE | LIBELLE | B.P. 2020 | D.M. 1 | Crédits Ouverts au 15/09/2020 | Réalisé au 15/09/2020 | PROPOSITIONS DU MAIRE D.M. 2 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Opérations réelles | Opérations d'ordre |
| 10222 | F.C.T.V.A. | 475 000,00 | | 475 000,00 | 474 887 | | |
| 1068 | excédent de fonctionnement capitalisé | 521 000,00 | | 521 000,00 | 521 000 | | |
| **CHAP. 10** | **DOTATIONS - FONDS DIVERS ET RESERVES** | **996 000,00** | **0** | **996 000,00** | **995 887** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| 1313 | Département - subv. Équipt transférables | 300 000,00 | | 300 000,00 | | | |
| 1318 | Autres subv. Équipt transférables | | | 0,00 | | | |
| **CHAP. 13** | **SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT** | **300 000,00** | **0** | **300 000,00** | **0** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| 1641 | emprunts en euros | 656 611,21 | -216 750 | 439 861,21 | | -103 500 | |
| **CHAP. 16** | **EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES** | **656 611,21** | **-216 750** | **439 861,21** | **0** | **-103 500** | **0** |
| | | | | | | | |
| 2182 | matériel de transport | | | 0,00 | 8 999 | | |
| **CHAP. 21** | **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | **0,00** | **0** | **0,00** | **8 999** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| 238 | avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles | | | 0,00 | 6 172 | | |
| **CHAP. 23** | **IMMOBILISATIONS EN COURS** | **0,00** | **0** | **0,00** | **6 172** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| 275 | dépôts et cautionnements reçus | 2 000,00 | | 2 000,00 | | | |
| **CHAP. 27** | **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | **2 000,00** | **0** | **2 000,00** | **0** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| **CHAP. 021** | **VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT** | **547 866,31** | **-176 000** | **371 866,31** | | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| **CHAP. 024** | **PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS** | **100 000,00** | **0** | **100 000,00** | **0** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| 192 | + ou - values sur cessions d'immobilisations | | | | 67 975 | | |
| 21561 | matériel mobile d'incendie et de secours | | | | 6 641 | | |
| 21538 | autres réseaux | | | | 5 683 | | |
| 2183 | matériel informatique | | | | 12 182 | | |
| 28188 | amortissement des immobilisations | 6 646 500,00 | | 6 646 500,00 | 6 546 165 | | |
| **CHAP. 040** | **TRANSFERT ENTRE SECTIONS** | **6 646 500,00** | **0** | **6 646 500,00** | **6 638 647** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| 2031 | Frais d'études | 30 000,00 | | 30 000,00 | | | |
| 2033 | Frais d'insertion | 5 000,00 | | 5 000,00 | 9 084 | | |
| **CHAP. 041** | **OPERATIONS PATRIMONIALES** | **35 000,00** | **0** | **35 000,00** | **9 084** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| **001** | **SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE** | **5 077 132,89** | **0** | **5 077 132,89** | **5 077 133** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| **SOUS TOTAL DM 2** | | | | | | **-103 500** | **0** |
| **TOTAL GENERAL** | | **14 361 110,41** | **-392 750** | **13 968 360,41** | **12 735 921** | **-103 500** | |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

# SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
# SERV. DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS

Numéro SIRET : 28350355500015

POSTE COMPTABLE : PAIERIE DEPARTEMENTALE 35

**M. 61**

## Décision modificative 2 (1)

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL SDIS35 (2)
Agrégé au budget principal de (3)

**ANNEE 2020**

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.
(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# Sommaire


## I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget 3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent 4

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget 6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement 7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 11
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 12
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble 15
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement 16
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement 17
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme 18
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme 19
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser 20
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières 21
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement 22
B5 - Section d'investissement - Recettes financières 23
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers 24
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections 25
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales 26
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses 27
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes 28

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 29
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 33
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 35
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées 36
A3 - Etat des provisions 39
A4 - Etat des charges transférées Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 40
B2 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme 41
B7 - Situation des autorisations d'engagement Sans Objet

### C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel 42
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier 45
C3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 46


Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# I – INFORMATIONS GENERALES

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.
(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

| | RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | Résultat ou solde (A) (3) |
| **TOTAL DU BUDGET** | **79 482 312,00** | **79 595 852,48** | **6 716 458,72** | **6 829 999,20** |
| **Investissement** | 9 701 127,87 | 9 554 767,62 | (1) 5 223 493,14 | 5 077 132,89 |
| **Fonctionnement** | 69 781 184,13 | 70 041 084,86 | (2) 1 492 965,58 | 1 752 866,31 |

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

## RESTES A REALISER – DEPENSES

| Chap. / Art. (4) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL** | | (I) **3 881 060,41** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectation (BA)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **31 401,91** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **3 849 658,50** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL** | | (II) **0,00** |
| **011** | **Charges à caractère général** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles** | **0,00** |

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

I
B

| | RESTES A REALISER | | | | | | RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | | Recettes | | Solde (B) | | |
| **TOTAL DU BUDGET** | I + II | **3 881 060,41** | III + IV | **0,00** | **-3 881 060,41** | | **2 948 938,79** |
| **Investissement** | I | 3 881 060,41 | III | 0,00 | -3 881 060,41 | | 1 196 072,48 |
| **Fonctionnement** | II | 0,00 | IV | 0,00 | 0,00 | | 1 752 866,31 |

## RESTES A REALISER – RECETTES

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Titres restant à émettre | |
|---|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL** | | (III) | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectation (BA)** | | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | | **0,00** |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL** | | (IV) | **0,00** |
| **70** | **Prod. services, domaine, ventes diverses** | | **0,00** |
| **74** | **Contributions et participations** | | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges** | | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels** | | **0,00** |

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## VUE D'ENSEMBLE

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | -103 500,00 | -103 500,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section d'investissement (2) | -103 500,00 | -103 500,00 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 0,00 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section de fonctionnement (3) | 0,00 | 0,00 |

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (4) | -103 500,00 | -103 500,00 |

## TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

| | DÉPENSES | | | RECETTES | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | RÉELLES ET MIXTES | ORDRE | TOTAL | REELLES ET MIXTES | ORDRE | TOTAL |
| Crédits d'investissement votés au titre du présent budget | -103 500,00 | 0,00 | -103 500,00 | -103 500,00 | 0,00 | -103 500,00 |
| Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total budget (hors RAR N-1 et reports) | -103 500,00 | 0,00 | -103 500,00 | -103 500,00 | 0,00 | -103 500,00 |

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II
A2.1

### SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

### OPERATIONS REELLES

| CHAP. | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | | 0,00 |
| 74 | Contributions et participations | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | 0,00 |
| **Total gestion des services** | | **0,00** | **0,00** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | |
| 68 | Dotations amortissements et provisions | 0,00 | |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 |
| 78 | Reprises amortissements et provisions | | 0,00 |
| | **TOTAL DES OPERATIONS REELLES** | **I 0,00** | **II 0,00** |

**SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :..... 0,00**
**(Recettes réelles – Dépenses réelles)**

### OPERATIONS D'ORDRE (1)

| | | | |
|---|---|---|---|
| *042* | *Opérations d'ordre entre sections* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | |
| | ***TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE*** | ***III 0,00*** | ***IV 0,00*** |

***AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :..... 0,00***

| | | |
|---|---|---|
| **002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **V 0,00** | **VI 0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **TOTAL DE LA SECTION** | **I+III+V 0,00** | **II+IV+VI 0,00** |

*(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT

II
A2.2

## SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

### OPERATIONS REELLES

| CHAP. | LIBELLE | DEPENSES | | RECETTES | |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 | (1) | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | 0,00 | | -103 500,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA) | | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | (2) | 37 500,00 | (3) | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 0,00 | (3) | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | (2) | -141 000,00 | (3) | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (2) | 0,00 | (3) | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | (2) | 0,00 | (3) | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | | 0,00 | | 0,00 |
| 45 | Total des opérations pour compte de tiers | | 0,00 | | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | | 0,00 | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | | | 0,00 |
| **TOTAL DES OPERATIONS REELLES** | | **I** | **-103 500,00** | **II** | **-103 500,00** |

**BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :..... 0,00**
**(Dépenses réelles – Recettes réelles)**

### OPERATIONS D'ORDRE (4)

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| *040* | *Opérations d'ordre entre sections* | | *0,00* | | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | | *0,00* | | *0,00* |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | | | | *0,00* |
| ***TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE*** | | ***III*** | ***0,00*** | ***IV*** | ***0,00*** |

***AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040 ..... 0,00***
***Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)***

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)** | **V** | **0,00** | **VI** | **0,00** |
| **1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)** | | | **VII** | **0,00** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **TOTAL DE LA SECTION** | **I + III + V** | **-103 500,00** | **II + IV + VI + VII** | **-103 500,00** |

(1) Hors 1068.
(2) Y compris les programmes.
(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
*(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.*
(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE–DEPENSES

### 1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement –Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **0,00** |

### 2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA) | (5) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des programmes d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) | 37 500,00 | *0,00* | 37 500,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | -141 000,00 | *0,00* | -141 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | (6) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (3) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations* | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers (4) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir* | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement –Total** | | **-103 500,00** | ***0,00*** | **-103 500,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-103 500,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.
(3) Hors chapitres programmes.
(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.
(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE–RECETTES

II
B2

## 1–FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 74 | Contributions et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **0,00** |

## 2–INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | -103 500,00 | *0,00* | -103 500,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA) | (4) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (5) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations* | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers (3) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir* | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | | *0,00* | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| **Recettes d'investissement –Total** | | **-103 500,00** | ***0,00*** | **-103 500,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-103 500,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.
(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.
(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III A

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I | Restes à réaliser N-1 II | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 9 599 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 599 000,00 |
| | - Avec AE / CP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Hors AE / CP | 9 599 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 599 000,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 53 840 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53 840 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 873 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 873 000,00 |
| | - Avec AE / CP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | - Hors AE / CP | 873 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 873 000,00 |
| 66 | Charges financières | 170 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 170 000,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 29 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 000,00 |
| 68 | Dotations amortissements et provisions | 57 500,00 | | 0,00 | 0,00 | 57 500,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *371 866,31* | | *0,00* | *0,00* | *371 866,31* |
| *042* | *Opérations d'ordre entre sections* | *6 646 500,00* | | *0,00* | *0,00* | *6 646 500,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Dépenses de fonctionnement - Total** | | **71 586 866,31** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **71 586 866,31** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **71 586 866,31** |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I | Restes à réaliser N-1 II | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 724 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 724 000,00 |
| 74 | Contributions et participations | 68 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 68 000 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 105 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 105 000,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 380 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 53 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53 600,00 |
| 78 | Reprises amortissements et provisions | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *042* | *Opérations d'ordre entre sections* | *1 092 400,00* | | *0,00* | *0,00* | *1 092 400,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Recettes de fonctionnement - Total** | | **70 355 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **70 355 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)** | **1 231 866,31** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **71 586 866,31** |

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES

| Chap. / Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général** | **9 599 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 605 | Achats de matériel, équip. et travaux | 15 050,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60621 | Combustibles | 3 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60622 | Carburants | 777 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 39 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 17 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 36 150,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 846 840,00 | 20 200,00 | 20 200,00 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 517 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 65 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60661 | Médicaments | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60662 | Vaccins et sérums | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | 210 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6067 | Produits d'intervention | 27 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 47 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 2 271 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 97 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 18 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615228 | Entretien, réparations autres bâtiments | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 789 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 225 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 845 877,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 290 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 148 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61821 | Abonnements | 19 550,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61828 | Autres | 6 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 557 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 265 600,00 | -20 200,00 | -20 200,00 |
| 6225 | Indemnités aux comptable et régisseurs | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 450,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 53 436,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés et publications | 38 964,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6238 | Divers | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 | Transports de biens | 31 996,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 | Transports collectifs du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 117 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6255 | Frais de déménagement | 62 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 384 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 2 350,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations...) | 4 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 5 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 340 650,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62878 | Remboursement de frais à des tiers | 49 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6288 | Autres remboursements de frais | 212 287,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 36 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés** | **53 840 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 130 000,00 | -20 000,00 | -20 000,00 |
| 6331 | Versement de transport | 307 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 101 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6333 | Particip. employeurs format. prof. cont. | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 351 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 19 750 000,00 | -110 000,00 | -110 000,00 |
| 64112 | SFT, indemnité résidence | 545 000,00 | -30 000,00 | -30 000,00 |
| 64113 | NBI | 245 000,00 | -10 000,00 | -10 000,00 |
| 64118 | Autres indemnités titulaires | 10 980 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| 64131 | Rémunérations personnel non titulaire | 520 000,00 | -30 000,00 | -30 000,00 |
| 64141 | Vacations sapeurs pompiers volontaires | 7 340 000,00 | -120 000,00 | -120 000,00 |
| 64145 | Vacations versées aux employeurs | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64146 | Service de santé | 560 000,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

| Chap. / Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Propositions du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|
| 6417 | Rémunérations des apprentis | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 3 150 000,00 | -15 000,00 | -15 000,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 7 870 000,00 | 110 000,00 | 110 000,00 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 125 000,00 | -15 000,00 | -15 000,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 202 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 646 | Allocations de vétérance | 690 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6472 | Prestations familiales directes | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 75 000,00 | -20 000,00 | -20 000,00 |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 450 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6488 | Autres charges | 133 000,00 | -40 000,00 | -40 000,00 |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **873 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 651 | Redevance pour concessions brevet,... | 243 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6531 | Indemnités | 38 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6532 | Frais de mission | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6534 | Cotis. de sécurité sociale - part patron | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 215 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6574 | Subv. fonct. assoc. et personnes privées | 358 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 12 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)** | | **64 312 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières (B)** | **170 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 165 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **67** | **Charges exceptionnelles (C)** | **29 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6711 | Intérêts moratoires, pénalités / marché | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles gestion | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés(sur exercices antérieurs) | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **68** | **Dotations amortissements et provisions (D)** | **57 500,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6815 | Dot. prov. pour risques et ch. de fonct. | 51 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6817 | Dot. prov. dépréc. actifs circulants | 6 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| **022** | **Dépenses imprévues (E)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E** | | **64 568 500,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***371 866,31*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérations d'ordre entre sections (2)*** | ***6 646 500,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *675* | *Valeurs comptables immobilisation cédée* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *6761* | *Différences sur réalisations (positives)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *6811* | *Dot. amort. et prov. immobilisations* | *6 646 500,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***043*** | ***Opérations ordre intérieur de la section*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)*** | | ***7 018 366,31*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **71 586 866,31** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (3)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **71 586 866,31** |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 5 000,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 5 000,00 |

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(3)Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES

III – A2

| Chap. / Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|
| **70** | **Prod. services, domaine, ventes diverses** | **724 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7061 | Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT) | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7068 | Autres prestations de services | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 592 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70878 | Remb. frais par des tiers | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **74** | **Contributions et participations** | **68 000 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 74718 | Autres participations Etat | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participation départements | 31 240 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7474 | Participation communes | 2 283 584,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7475 | Group. coll et coll. statut particulier | 33 477 786,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7476 | Sécurité sociale, organismes mutualistes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7478 | Participation autres organismes | 998 630,00 | 0,00 | 0,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **105 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 752 | Revenus des immeubles | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **013** | **Atténuations de charges** | **380 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6096 | RRR obtenus sur approv. non stocké | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 629 | RRR obtenus / autres services extérieurs | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 93 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6459 | Remboursement charges SS et prévoyance | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6479 | Remboursement autres charges sociales | 285 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)** | | **69 209 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers (B)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (C)** | **53 600,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7711 | Dédits et pénalités perçus | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7718 | Autres prod. except. opération gestion | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7788 | Autres produits exceptionnels | 22 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| **78** | **Reprises amortissements et provisions (D)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7815 | Rep. prov. ch. fonctionnement courant | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7817 | Rep. prov. dépréc. actifs circulants | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D** | | **69 262 600,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérations d'ordre entre sections (2)*** | ***1 092 400,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *7768* | *Neutralisation des amortissements* | *894 250,00* | *0,00* | *0,00* |
| *777* | *Quote-part subv invest transf cpte résul* | *198 150,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***043*** | ***Opérations ordre intérieur de la section (2)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***1 092 400,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **70 355 000,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (3)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)** | **1 231 866,31** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **71 586 866,31** |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.*

(3)Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III B

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Nature | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I | Restes à réaliser N-1 II | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses d'équipement** | **11 053 260,41** | **0,00** | **-103 500,00** | **-103 500,00** | **10 949 760,41** |
| - Non individualisées en programmes d'équipement | 11 053 260,41 | 0,00 | -103 500,00 | -103 500,00 | 10 949 760,41 |
| - Avec AP / CP | 1 355 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 355 150,00 |
| - Hors AP / CP | 9 698 110,41 | 0,00 | -103 500,00 | -103 500,00 | 9 594 610,41 |
| - Individualisées en programmes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Avec AP / CP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Hors AP / CP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Subventions d'équipement à verser (c/204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| - Avec AP / CP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Hors AP / CP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Dépenses financières** | **1 787 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 787 700,00** |
| ***040 Opérations d'ordre entre sections*** | ***1 092 400,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***1 092 400,00*** |
| ***041 Opérations patrimoniales*** | ***35 000,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***35 000,00*** |
| **Dépenses d'investissement - Total** | **13 968 360,41** | **0,00** | **-103 500,00** | **-103 500,00** | **13 864 860,41** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **13 864 860,41** |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Nature | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I | Restes à réaliser N-1 II | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes d'équipement** | **739 861,21** | **0,00** | **-103 500,00** | **-103 500,00** | **636 361,21** |
| **Opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Recettes financières** | **577 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **577 000,00** |
| ***Opérations d'ordre entre sections*** | ***7 018 366,31*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***7 018 366,31*** |
| ***041 Opérations patrimoniales*** | ***35 000,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***35 000,00*** |
| **Recettes d'investissement - Total** | **8 370 227,52** | **0,00** | **-103 500,00** | **-103 500,00** | **8 266 727,52** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)** | **5 077 132,89** |

=

| | |
|---|---|
| **1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)** | **521 000,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **13 864 860,41** |

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT

III
BF.1

### DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|---|
| | **TOTAL** | **11 053 260,41** | **0,00** | **-103 500,00** | **-103 500,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (hors c/204)** | **662 421,91** | **0,00** | **37 500,00** | **37 500,00** |
| 2031 | Frais d'études | 42 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 7 080,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions,droits similaires,brevets,.. | 613 341,91 | 0,00 | 37 500,00 | 37 500,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **10 375 838,50** | **0,00** | **-141 000,00** | **-141 000,00** |
| 21531 | Réseaux de transmission | 343 909,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21532 | Réseaux d'alerte | 577 439,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21538 | Autres réseaux | 442 750,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours | 5 501 069,03 | 0,00 | -309 000,00 | -309 000,00 |
| 21562 | Matériel non mobile incendie et secours | 2 020 659,04 | 0,00 | 108 000,00 | 108 000,00 |
| 21571 | Ateliers | 174 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21578 | Autre matériel et outillage technique | 5 543,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres install., mat et outil. techn. | 104 024,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | Install. générales, agencements | 8 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 836 943,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel informatique | 80 559,62 | 0,00 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| 2184 | Matériel de bureau et mobilier | 232 708,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 47 332,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **15 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT

III
BT.2

### DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

| N° | Libellé | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT

III

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER

III
B2

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|---|
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES

III
B5

## DEPENSES FINANCIERES

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|---|
| | **TOTAL** | **1 787 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **1 785 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 1 785 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **18** | **Compte de liaison : affectation (BA)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **2 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT

III
B4

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|---|
| | **TOTAL** | **739 861,21** | **0,00** | **-103 500,00** | **-103 500,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (sauf 138)** | **300 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1313 | Subv. transf. départements | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1318 | Autres subventions d'équipement transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (2)** | **439 861,21** | **0,00** | **-103 500,00** | **-103 500,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 439 861,21 | 0,00 | -103 500,00 | -103 500,00 |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 21561 | Matériel mobile d'incendie et de secours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Sauf 165, 166 et 16449.
(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES

III
B5

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|---|
| | **TOTAL** | **1 098 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **996 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 475 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 521 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **138** | **Autres subventions invest. non transf.** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectation (BA)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **2 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **100 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

III
D6

### RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

| Chap. | Libellé | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|
| TOTAL DEPENSES (2) (3) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL RECETTES (2) (3) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.
(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.
(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS

III
B7

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|
| ***040*** | ***DEPENSES (2)*** | ***1 092 400,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *13913* | *Sub. transf cpte résult. départements* | *136 800,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13914* | *Sub. transf cpte résult. communes* | *49 500,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13918* | *Autres sub. transf équipement* | *1 350,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13931* | *Fonds d'aide à l'investissement des SDIS* | *10 500,00* | *0,00* | *0,00* |
| *198* | *Neutralisation des amortissements* | *894 250,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***RECETTES (2)*** | ***7 018 366,31*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***040*** | ***Opérations d'ordre entre sections*** | ***6 646 500,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cession immo.* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21561* | *Matériel mobile d'incendie et de secours* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280442* | *Subv. en nature-Bâtiments, installations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28051* | *Concessions,droits similaires,brevets,..* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281311* | *Bâtiments administratifs* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281531* | *Réseaux de transmission* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281532* | *Réseaux d'alerte* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281538* | *Autres réseaux* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281561* | *Matériel mobile d'incendie et de secours* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281562* | *Matériel non mobile incendie et secours* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel d'incendie et de secours* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281571* | *Ateliers* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel et outillage technique* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres immobilisations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281735* | *Installations générales (mise à dispo)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28183* | *Matériel informatique* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28184* | *Matériel de bureau et mobilier* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immobilisations corporelles* | *6 646 500,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***021*** | ***Virement de la section de fonctionnement*** | ***371 866,31*** | ***0,00*** | ***0,00*** |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

*(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.*

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES

III
B6

| Chap. / Art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles du président | Vote du conseil d'administration |
|---|---|---|---|---|
| ***041*** | ***DEPENSES (2)*** | ***35 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *2051* | *Concessions,droits similaires,brevets,..* | *21 610,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21532* | *Réseaux d'alerte* | *110,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21538* | *Autres réseaux* | *3 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21561* | *Matériel mobile d'incendie et de secours* | *3 750,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21562* | *Matériel non mobile incendie et secours* | *4 090,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2181* | *Install. générales, agencements* | *110,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2183* | *Matériel informatique* | *2 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2184* | *Matériel de bureau et mobilier* | *330,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***041*** | ***RECETTES (2)*** | ***35 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *2031* | *Frais d'études* | *30 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2033* | *Frais d'insertion* | *5 000,00* | *0,00* | *0,00* |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

B9.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **I 1 983 850,00** | **0,00** | **II 0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **1 785 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 1 785 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **198 850,00** | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| 10222 | FCTVA | 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *198 150,00* | *0,00* | *0,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **1 983 850,00** | **3 881 060,41** | **0,00** | **5 864 910,41** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

III

B9.2

### RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **V 7 595 366,31** | **0,00** | **VI 0,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **477 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 475 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | | |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Ressources propres internes de l'année (b)** | | **7 118 366,31** | **0,00** | **0,00** |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *280442* | *Subv. en nature-Bâtiments, installations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28051* | *Concessions,droits similaires,brevets,..* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281311* | *Bâtiments administratifs* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281531* | *Réseaux de transmission* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281532* | *Réseaux d'alerte* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281538* | *Autres réseaux* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281561* | *Matériel mobile d'incendie et de secours* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281562* | *Matériel non mobile incendie et secours* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel d'incendie et de secours* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281571* | *Ateliers* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel et outillage technique* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres immobilisations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281735* | *Installations générales (mise à dispo)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28183* | *Matériel informatique* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28184* | *Matériel de bureau et mobilier* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immobilisations corporelles* | *6 646 500,00* | *0,00* | *0,00* |
| *481…* | *Charges à répartir* | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *371 866,31* | *0,00* | *0,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution R001 (3) | Affectation R1068 (3) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **7 595 366,31** | **0,00** | **5 077 132,89** | **521 000,00** | **13 193 499,20** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **5 864 910,41** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **13 193 499,20** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (4) | **7 328 588,79** |

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

### A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial: Niveau de taux (5) | Taux initial: Taux actuariel | Devise | Pério-dicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | | | | **24 900 000,00** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 20 900 000,00 | | | | | | | | | |
| 2252834 | CAISSE D'EPARGNE | 21/11/2005 | 21/11/2005 | 21/02/2006 | 1 900 000,00 | F | Taux fixe à 3.63 % | 3,630 | 3,680 | EUR | T | P | O | A-1 |
| MIN245385EUR | SFIL CAFFIL | 22/12/2006 | 22/12/2006 | 01/03/2009 | 4 000 000,00 | V | (EONIA(Postfixé)-Floor -0.02 sur EONIA(Postfixé)) + 0.02 | 3,590 | 0,000 | EUR | T | P | O | A-1 |
| MIN502349EUR | BANQUE POSTALE | 08/01/2015 | 19/08/2015 | 01/12/2015 | 2 000 000,00 | V | EONIA(Postfixé) + 1.07 | 1,000 | 1,050 | EUR | T | C | O | A-1 |
| MON253792EUR | SFIL CAFFIL | 01/12/2008 | 01/12/2008 | 01/12/2009 | 4 000 000,00 | C | Taux fixe 3.19% à barrière 6.75% sur Libor USD 12M(Postfixé) | 3,190 | 3,240 | EUR | A | P | O | B-4 |
| MON263970EUR | DEXIA CL | 31/12/2008 | 31/12/2008 | 01/04/2009 | 4 500 000,00 | V | Euribor 3M + 0.7 | 3,670 | 3,780 | EUR | T | C | O | A-1 |
| MON506794EUR | BANQUE POSTALE | 23/12/2015 | 29/01/2016 | 01/05/2016 | 1 000 000,00 | V | (Euribor 3M + 0.85)-Floor 0 sur Euribor 3M | 0,850 | 0,870 | EUR | T | C | O | A-1 |
| Xu00314253-Tirage 1 | CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 18/01/2010 | 18/01/2010 | 19/04/2010 | 1 000 000,00 | F | Taux fixe à 3.68 % | 3,680 | 3,790 | EUR | T | C | O | A-1 |
| Xu00314253-Tirage 2 | CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 03/05/2010 | 03/05/2010 | 19/07/2010 | 2 500 000,00 | V | (Euribor 3M-Floor -0.4 sur Euribor 3M) + 0.4 | 1,060 | 1,080 | EUR | T | C | O | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 4 000 000,00 | | | | | | | | | |
| Convention du 22/12/2005-TA | CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 15/01/2007 | 15/01/2006 | 30/03/2006 | 2 000 000,00 | C | (TAG 3M(Postfixé)-Floor -0.02 sur TAG 3M(Postfixé)) + 0.02 | 2,460 | 2,480 | EUR | T | C | O | A-1 |
| Convention du 22/12/2005-TB | CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 29/12/2006 | 29/12/2006 | 30/03/2007 | 2 000 000,00 | C | Taux fixe 3.88% à barrière 5% sur Euribor 3M(Postfixé) | 3,880 | 4,000 | EUR | T | C | O | B-1 |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial: Niveau de taux (5) | Taux initial: Taux actuariel | Devise | Périodicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Catégorie d'em-prunt (8) |
| Xu00314253-Tirage Eonia | CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 18/01/2010 | 18/01/2010 | 20/01/2025 | 0,00 | V | EONIA(Postfixé) + 0.47 | 0,790 | 0,800 | EUR | X | X | O | A-1 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **24 900 000,00** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

### A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | **0,00** | | **5 940 020,34** | | | | | **1 784 268,87** | **147 880,21** | **0,00** | **8 864,79** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0,00 | | 5 940 020,34 | | | | | 1 508 078,55 | 140 249,15 | 0,00 | 8 864,79 |
| 2252834 | N | 0,00 | A-1 | 0,00 | 0,00 | F | Taux fixe à 3.63 % | 3,630 | 161 153,11 | 3 672,69 | 0,00 | 0,00 |
| MIN245385EUR | N | 0,00 | A-1 | 995 689,33 | 2,92 | F | Taux fixe à 3.89 % | 3,940 | 307 016,04 | 47 003,39 | 0,00 | 3 227,69 |
| MIN502349EUR | N | 0,00 | A-1 | 1 300 000,07 | 9,67 | F | Taux fixe à 1.83 % | 1,830 | 133 333,32 | 25 315,00 | 0,00 | 1 916,42 |
| MON253792EUR | N | 0,00 | B-4 | 998 378,92 | 2,92 | C | Taux fixe 3.19% à barrière 6.75% sur Libor USD 12M(Postfixé) | 3,230 | 307 528,12 | 42 352,74 | 0,00 | 0,00 |
| MON263970EUR | N | 0,00 | A-1 | 975 000,00 | 3,00 | V | Euribor 3M + 0.7 | 0,290 | 300 000,00 | 3 425,62 | 0,00 | 638,33 |
| MON506794EUR | N | 0,00 | A-1 | 683 333,27 | 10,08 | V | (Euribor 3M + 0.85)-Floor 0 sur Euribor 3M | 0,860 | 66 666,68 | 6 264,82 | 0,00 | 968,05 |
| Xu00314253-Tirage 1 | N | 0,00 | A-1 | 283 333,00 | 4,05 | F | Taux fixe à 3.68 % | 3,730 | 66 667,00 | 12 200,23 | 0,00 | 2 114,30 |
| Xu00314253-Tirage 2 | N | 0,00 | A-1 | 704 285,75 | 4,05 | V | (Euribor 3M-Floor -0.4 sur Euribor 3M) + 0.4 | 0,000 | 165 714,28 | 14,66 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 276 190,32 | 7 631,06 | 0,00 | 0,00 |
| Convention du 22/12/2005-TA | N | 0,00 | A-1 | 0,00 | 0,00 | F | Taux fixe à 4.85 % | 4,920 | 133 333,40 | 4 109,04 | 0,00 | 0,00 |
| Convention du 22/12/2005-TB | N | 0,00 | B-1 | 0,00 | 0,00 | C | Taux fixe 3.88% à barrière 5% sur Euribor 3M(Postfixé) | 3,930 | 142 856,92 | 3 522,02 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| Xu00314253-Tirage Eonia | N | 0,00 | A-1 | 0,00 | 4,05 | V | EONIA(Postfixé) + 0.63 | 0,000 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **0,00** | | **5 940 020,34** | | | | | **1 784 268,87** | **147 880,21** | **0,00** | **8 864,79** |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV
A1.3

### A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (A)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Barrière simple (B)** | | | | | | | | | | | | | | |
| Convention du 22/12/2005-TB | CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 2 000 000,00 | 0,00 | 1 | 15,00 | | Taux fixe 3.88% à barrière 5% sur Euribor 3M(Postfixé) | Taux fixe 3.88% à barrière 5% sur Euribor 3M(Postfixé) | 0,00 | | 3,930 | 3 522,02 | 0,00 | 0,00 |
| MON253792EUR | SFIL CAFFIL | 4 000 000,00 | 998 378,92 | 4 | 15,00 | | Taux fixe 3.19% à barrière 6.75% sur Libor USD 12M(Postfixé) | Taux fixe 3.19% à barrière 6.75% sur Libor USD 12M(Postfixé) | 0,00 | Taux fixe 3.19% à barrière 6.75% sur Libor USD 12M(Postfixé) | 3,230 | 42 352,74 | 0,00 | 16,81 |
| **TOTAL (B)** | | **6 000 000,00** | **998 378,92** | | | | | | **0,00** | | | **45 874,76** | **0,00** | **16,81** |
| **Option d'échange (C)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (C)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (D)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 5 (E)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (E)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Autres types de structures (F)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (F)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL** | | **6 000 000,00** | **998 378,92** | | | | | | **0,00** | | | **45 874,76** | **0,00** | **16,81** |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

### A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure | Indices sous-jacents | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*) | Nombre de produits | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 83,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 4 941 641,42 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16,81 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 998 378,92 | 0,00 | |
| (C) Option d'échange (*swaption*) | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (F) Autres types de structures | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES

IV
A2

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| | **Biens de faible valeur**<br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800.00 € | | 2013-04-18 |
| | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | |
| L | Logiciels | 2 | 18/04/2013 |
| L | Materiel informatique | 5 | 18/04/2013 |
| L | Materiel de transmission | 5 | 18/04/2013 |
| L | Mobilier de bureau, d'hebergement, materiel medical, equipements sportifs | 10 | 18/04/2013 |
| L | Autres materiels | 5 | 18/04/2013 |
| L | Motos | 5 | 18/04/2013 |
| L | Casque F1 F2 | 10 | 18/04/2013 |
| L | Masques KIT F1 | 18 | 18/04/2013 |
| L | Materiels de lutte et d'intervention, equipements de protection, tenues speciales | 10 | 18/04/2013 |
| L | Tenue etanche trilaminee | 15 | 18/04/2013 |
| L | Tenue neoprene humide | 5 | 18/04/2013 |
| L | Tenue seche mono-piece | 10 | 18/04/2013 |
| L | Vestes d'intervention textile | 10 | 18/04/2013 |
| L | Caisse outillage complete | 10 | 18/04/2013 |
| L | Compresseur air mobile | 10 | 18/04/2013 |
| L | Cric rouleur PL | 5 | 18/04/2013 |
| L | Nettoyeur haute pression | 5 | 18/04/2013 |
| L | Outillage de jardin | 5 | 18/04/2013 |
| L | Outillage fixe electrique | 10 | 18/04/2013 |
| L | Outillage fixe pneumatique | 10 | 18/04/2013 |
| L | Outillage portatif electrique - pneumatique | 5 | 18/04/2013 |
| L | Palan | 20 | 18/04/2013 |
| L | Palette modulable de stockage | 20 | 18/04/2013 |
| L | Poste a souder | 5 | 18/04/2013 |
| L | Servante atelier | 10 | 18/04/2013 |
| L | Tondeuse | 5 | 18/04/2013 |
| L | Transpalette | 10 | 18/04/2013 |
| L | Tuyaux de 40 ou 65 ou 100 | 18 | 18/04/2013 |
| L | Aspirateur a eau | 10 | 18/04/2013 |
| L | autres materiels de lutte et d'intervention | 10 | 18/04/2013 |
| L | Baches 4x4 | 10 | 18/04/2013 |
| L | Ballon lumineux | 10 | 18/04/2013 |
| L | Bloc detendeur CCF | 20 | 18/04/2013 |
| L | Bouteille composite | 15 | 18/04/2013 |
| L | Bouteille metallique | 20 | 18/04/2013 |
| L | Camera thermique | 10 | 18/04/2013 |
| L | Cisaille | 15 | 18/04/2013 |
| L | Citerne souple | 10 | 18/04/2013 |
| L | Claie de portage | 18 | 18/04/2013 |
| L | Coupe pedale | 15 | 18/04/2013 |
| L | Coussin de levage | 15 | 18/04/2013 |
| L | Dossard Appareil Respiratoire Isolant (ARI) | 18 | 18/04/2013 |
| L | Ecarteur | 15 | 18/04/2013 |
| L | Ensemble d'obturation de fuite | 15 | 18/04/2013 |
| L | Ensemble electro-secours | 15 | 18/04/2013 |
| L | Generateur haut foisonnement | 18 | 18/04/2013 |
| L | Groupe electrogene | 15 | 18/04/2013 |
| L | Groupe hydraulique | 15 | 18/04/2013 |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | | Date de mise en service du |
|---|---|---|---|
| L | Lances | 18 | 18/04/2013 |
| L | Lot de protection parties coupantes | 15 | 18/04/2013 |
| L | Outil combine | 18 | 18/04/2013 |
| L | Perforateur | 15 | 18/04/2013 |
| L | Pompe electrique | 15 | 18/04/2013 |
| L | Pompe hydraulique manuelle | 15 | 18/04/2013 |
| L | Projecteur sur trepied | 15 | 18/04/2013 |
| L | Seau pompe a main tole galvanise | 15 | 18/04/2013 |
| L | Seau pompe dorsal plastique | 10 | 18/04/2013 |
| L | Triflash | 15 | 18/04/2013 |
| L | Tronconneuse | 10 | 18/04/2013 |
| L | Ventilateur thermique | 10 | 18/04/2013 |
| L | Verin | 15 | 18/04/2013 |
| L | Bateau de reconnaissance et de sauvetage (BRS et BRSL) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Bateau leger de sauvetage aquatique (BLS SAV) | 12 | 18/04/2013 |
| L | Bateau leger de sauvetage plongeur (BLS P) | 12 | 18/04/2013 |
| L | Benne | 30 | 18/04/2013 |
| L | Bras Elevateur Articule (BEA) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Camion Citerne Feux de forets (CCFM - CCFS) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Camion Citerne Grande Capacite (CCGC) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Camion Citerne Grande Capacite Lance Canon (CCGCLC) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Camion Citerne Rural (CCRM) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Camion Emulseur (CAEM) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Cellule acceuil (CEAC) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Cellule devidoir automobile (CEDA) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Cellule eclairage (CEECL) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Cellule module de decontamination de masse (CEMDM) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Cellule poste medical avance (CEPMA) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Cellule sauveatge deblaiement (CESD) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Cellule soutien sauvetage et deblaiement (CESOSD) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Devidoir Automobile (DA) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Echelle Pivotante Semi Automatique 18m 25m 30m 32m (EPSA) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Echelle sur porteur motorisee 18m (ESPM 18) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Fourgon Mousse Grande Puissance (FMOGP) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Fourgon Pompe Tonne (FPT) (FPTL) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Fourgon Pompe Tonne Secours Routier (FPTSR) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Moto pompe | 18 | 18/04/2013 |
| L | Moto Pompe Remorquable (MPR-MPRE) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Poste de Commandement Mobile (PCM) | 22 | 18/04/2013 |
| L | REM SAV inferieure a 500kg | 20 | 18/04/2013 |
| L | Remorque eclairage (REC) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Remorque epuisement (REP) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Remorque lance canon (RLM - RLC) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Remorque mousse (RMO - REM) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Remorque poudre (RPO) | 30 | 18/04/2013 |
| L | Remorque ventilation gros debit (RVGD) | 30 | 18/04/2013 |
| L | REPSSP | 30 | 18/04/2013 |
| L | Unite de transport polyvalent (UTP) Vehicule porte cellule (VPC) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule atelier (VAT) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule d'assistance respiratoire (VAR) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule de Detection, Identification, Prelevement (VDIP) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule de liaison fourgonnette (VLF) | 15 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule de recherche et d'intervention en milieu perilleux (VGRIMP) | 17 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule de secours routier moyen (VSRM) | 17 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule de Secours Aux Victimes (VSAV) | 12 | 18/04/2013 |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| L | Vehicule d'intervention chimique et biologique (VICB) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule equipe cynophile (VCYNO) | 17 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule leger hors route (VLHR) | 17 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule nucleaire radiologique biologique et chimique (VNRBC) | 17 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule plongeurs (VPL) | 10 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule polyvalent protection eclairage ventilation sauvetage deblaiement (PEV SD - VPRO) | 22 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule risque radiologique (VRAD) | 17 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule Tout Usage (VLU- VTUTP) | 17 | 18/04/2013 |
| L | VL Type A, B, VLCC, VLCG,VLOG,VLOS,VLS | 10 | 18/04/2013 |
| L | VLHR Littoral | 10 | 18/04/2013 |
| L | VSM | 22 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule de Transport de Personnel (VTP) | 15 | 18/04/2013 |
| L | Vehicule Leger Hors Categorie (vehicule de direction) | 8 | 18/04/2013 |
| L | Equipements de protection, tenues speciales | 10 | 18/04/2013 |
| L | Equipement de cuisine, installation telephonique | 15 | 18/04/2013 |
| L | Agencements et amenagements de batiments (installation electrique, ..) | 15 | 18/04/2013 |
| L | Batiments legers, pylones | 10 | 18/04/2013 |
| L | Batiments traditionnels | 30 | 18/04/2013 |
| L | Système d'Information Géographique | 5 | 15/12/2014 |
| L | Entrepot de donnees | 5 | 15/12/2014 |
| L | Système de traitement de l'alerte | 10 | 12/10/2017 |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1)<br>A | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N<br>B | Montant total des provisions constituées<br>C = A + B | Montant des reprises<br>D | SOLDE<br>E = C - D |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Provisions pour risques et charges (2)** | **57 488,22** | | **34 928,93** | **92 417,15** | **2 700,00** | **89 717,15** |
| Provisions pour litiges et contentieux | 57 488,22 | | 34 928,93 | 92 417,15 | 2 700,00 | 89 717,15 |
| Non paiement loyer 2012 et 2013 SPV logé | 0,00 | 22/12/2016 | 5 283,00 | 5 283,00 | 1 800,00 | 3 483,00 |
| Dommages & intérêts dus par un débiteur suite jugement Tribunal Correctionnel de Rennes | 0,00 | 16/11/2017 | 8 189,93 | 8 189,93 | 900,00 | 7 289,93 |
| Loyer 2016 et 2017 CS St Méen Le Grand | 0,00 | 07/12/2017 | 21 456,00 | 21 456,00 | 0,00 | 21 456,00 |
| Non paiement interventions payantes juin 2017 à août 2018 par société en redressement judiciare | 5 488,22 | 01/03/2020 | 0,00 | 5 488,22 | 0,00 | 5 488,22 |
| Contentieux SDIS 35 / agent | 23 000,00 | 15/07/2020 | 0,00 | 23 000,00 | 0,00 | 23 000,00 |
| Contentieux SDIS 35 / agent | 28 000,00 | 15/07/2020 | 0,00 | 28 000,00 | 0,00 | 28 000,00 |
| Contentieux SDIS 35 / société de téléassistance | 1 000,00 | 15/07/2020 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| Provisions pour pertes de change | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour grosses réparations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres provisions pour risques | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Provisions pour dépréciation (2)** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| - des immobilisations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des stocks | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes de tiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes financiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | **57 488,22** | | **34 928,93** | **92 417,15** | **2 700,00** | **89 717,15** |

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, …).

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ENGAGEMENTS HORS BILAN – SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L. 3241-1 et L. 3312-7 du CGCT)

IV
BF

| Article (1) | Subventions (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de la subvention |
|---|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | | **0,00** |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | **358 200,00** |
| 6574 | | Fonctionnement | COMITE DES OEUVRES SOCIALES | Association | 309 000,00 |
| 6574 | | Fonctionnement | AMICALE DU MOULIN DE JOUE | Association | 1 600,00 |
| 6574 | | Fonctionnement | OEUVRE DES PUPILLES ORPHELINS DE SAPEURS POMPIERS | Association | 2 500,00 |
| 6574 | | Fonctionnement | UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS | Association | 28 100,00 |
| 6574 | | Fonctionnement | UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS - SECTION J.S.P. | Association | 9 300,00 |
| 6574 | | Fonctionnement | CGT / SNSPP - CFTC / AVENIR SECOURS / SYNDICAT AUTONOME SPP - PATS | Autre personne de droit privé | 7 700,00 |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

| N° ou intitulé de l'AP | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2) | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| **TOTAL** | **6 764 684,00** | **0,00** | **6 764 684,00** | **4 399 945,15** | **1 355 150,00** | **889 549,00** | **120 000,00** |
| 2010001 ENTREPOT DE DONNEES | 426 684,00 | 0,00 | 426 684,00 | 348 025,15 | 78 615,00 | 4,00 | 0,00 |
| 2018001 PLAN DE CONTINUITE INFORMATIQUE | 315 000,00 | 0,00 | 315 000,00 | 110 913,31 | 84 080,00 | 120 006,69 | 0,00 |
| 2016002 PORTAIL COLLABORATIF | 400 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 95 870,34 | 155 125,00 | 149 004,66 | 0,00 |
| 2016001 PROGICIEL RESSOURCES HUMAINES | 250 000,00 | 0,00 | 250 000,00 | 64 394,13 | 120 580,00 | 65 025,87 | 0,00 |
| 2018002 REFONTE DU RESEAU | 723 000,00 | 0,00 | 723 000,00 | 348 828,80 | 348 670,00 | 25 501,20 | 0,00 |
| 2019002 SI SERVICE UNIFIE | 400 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 320 000,00 | 80 000,00 |
| 2015001 SYSTEME DE TRAITEMENT DE L'ALERTE | 4 000 000,00 | 0,00 | 4 000 000,00 | 3 431 913,42 | 568 080,00 | 6,58 | 0,00 |
| 2019001 TELEPHONIE CIS MIXTES | 150 000,00 | 0,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 | 0,00 |
| 2019003 VIRTUALISATION DU PCI (VMWARE) | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 40 000,00 |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV
C1

### C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **2,00** | **0,00** | **2,00** | **2,00** | **0,00** | **2,00** |
| Directeur général des services | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Directeur général adjoint des services | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Directeur général des services techniques | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **90,00** | **0,50** | **90,50** | **84,00** | **0,00** | **84,00** |
| Adjoint Adm | C | 5,00 | 0,50 | 5,50 | 3,80 | 0,00 | 3,80 |
| Adjoint Adm Pal 1cl | C | 51,00 | 0,00 | 51,00 | 48,70 | 0,00 | 48,70 |
| Adjoint Adm Pal 2cl | C | 9,00 | 0,00 | 9,00 | 8,00 | 0,00 | 8,00 |
| Administrateur | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Attache Territorial | A | 8,00 | 0,00 | 8,00 | 8,00 | 0,00 | 8,00 |
| Attache principal | A | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 4,00 | 0,00 | 4,00 |
| Directeur | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Redacteur | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Redacteur Pal 1ere Classe | B | 7,00 | 0,00 | 7,00 | 5,60 | 0,00 | 5,60 |
| Redacteur Pal 2eme Classe | B | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 2,90 | 0,00 | 2,90 |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **69,00** | **0,50** | **69,50** | **61,40** | **4,80** | **66,20** |
| Adjoint technique | C | 15,00 | 0,50 | 15,50 | 14,30 | 0,00 | 14,30 |
| Adjoint technique 1ecl | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Adjoint technique Pal 1ecl | C | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Adjoint technique Pal 2ecl | C | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Agent maitrise | C | 12,00 | 0,00 | 12,00 | 11,80 | 0,00 | 11,80 |
| Agent maitrise pal | C | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 5,50 | 0,00 | 5,50 |
| Apprenti | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 |
| Ingenieur | A | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 1,00 | 2,00 |
| Ingenieur Pal | A | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 1,90 | 0,80 | 2,70 |
| Ingenieur en chef | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Technicien | B | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 1,00 | 4,00 |
| Technicien pal 1e cl | B | 15,00 | 0,00 | 15,00 | 14,90 | 0,00 | 14,90 |
| Technicien pal 2e cl | B | 7,00 | 0,00 | 7,00 | 7,00 | 0,00 | 7,00 |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1,00** | **0,00** | **1,00** |
| Assistant socio-educatif Pal | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Psychologue de classe normale | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)** | | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1,00** | **0,00** | **1,00** |
| Technicien paramedical de classe normale | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **0,80** | **0,00** | **0,80** |
| Assistant conservatoire du patrimoine hors classe | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,80 | 0,00 | 0,80 |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **EMPLOIS NON CITES (k) (5)** | | **658,00** | **0,00** | **658,00** | **632,70** | **6,00** | **638,70** |
| Adjudant | C | 156,00 | 0,00 | 156,00 | 144,10 | 0,00 | 144,10 |
| Cadre de sante 1ere classe | A | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 0,90 | 0,00 | 0,90 |
| Cadre de sante 2eme classe | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Cadre superieur de sante | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Capitaine | A | 28,00 | 0,00 | 28,00 | 28,00 | 0,00 | 28,00 |
| Caporal chef / caporal / sapeur | C | 125,00 | 0,00 | 125,00 | 122,20 | 3,00 | 125,20 |
| Colonel | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Colonel hors classe | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Commandant | A | 15,00 | 0,00 | 15,00 | 16,00 | 0,00 | 16,00 |
| Infirmier classe supérieure | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Infirmier hors classe | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Lieutenant 1ere classe | B | 37,00 | 0,00 | 37,00 | 36,00 | 0,00 | 36,00 |
| Lieutenant 2eme classe | B | 23,00 | 0,00 | 23,00 | 21,00 | 0,00 | 21,00 |
| Lieutenant hors classe | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,10 | 0,00 | 2,10 |
| Lt-Colonel | A | 12,00 | 0,00 | 12,00 | 10,00 | 0,00 | 10,00 |
| Medecin classe except. | A | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 2,00 | 2,00 | 4,00 |
| Pharmacien de classe exceptionnelle | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Pharmacien de classe normale | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| Sergent | C | 248,00 | 0,00 | 248,00 | 245,40 | 0,00 | 245,40 |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)** | | **820,00** | **1,00** | **821,00** | **780,90** | **10,80** | **791,70** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1

### C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | **0,00** | | |
| Apprenti | C | TECH | | 0,00 | A | CDD |
| Caporal chef / caporal / sapeur | C | OTR | 350 | 0,00 | 3-1 | CDD |
| Ingenieur | A | TECH | 611 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Ingenieur Pal | A | TECH | 791 | 0,00 | 3-3-2° | CDI |
| Medecin classe except. | A | OTR | HEB3 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Pharmacien de classe normale | A | OTR | 600 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Technicien | B | TECH | 372 | 0,00 | 3-1 | CDD |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | **0,00** | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | **0,00** | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE SDIS A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

(Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT et au SDIS par renvoi de l'article L. 3241-1)

IV

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| **Délégation de service public (3)** | | | | |
| **Détention d'une part du capital** | | | | |
| **Garantie ou cautionnement d'un emprunt** | | | | |
| **Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme** | | | | |
| 17/10/2013 - Subvention | COMITE DES OEUVRES SOCIALES | | ASSOCIATION | 309 000,00 |
| **Autres** | | | | |

(1) Siège de l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-2020_047-BF

# IV – ANNEXES

## ARRETE ET SIGNATURES

IV D

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 15
Nombre de suffrages exprimés : 17
VOTES :

Pour : 17
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 01/10/2020

Présenté par Le Président (1),
A RENNES, le 08/10/2020
Le Président,

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session ordinaire
A RENNES, le 08/10/2020
Les membres du conseil d'administration,

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_048-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-048CA DU 8 OCTOBRE 2020

**AVENANT N°1 AU MARCHE N°2019-026**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu le Code de la Commande Publique
Vu le rapport présenté ce jour

*Considérant l'absorption de la société GEOMAP-IMAGIS par la société 1SPATIAL France SAS*

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE l'avenant n°1 au marché n°2019-026 relatif à la maintenance et l'évolution des applications pour le Système d'Information Géographique pour les années 2020 à 2023,**
- **AUTORISE le Président à signer ledit avenant et tous les documents y afférents.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_048-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 15
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 6

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 17 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_048-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## AVENANT N°1 AU MARCHE N°2019 026

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : PFCP/VR |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/2020 |

Le SDIS 35 a passé en novembre 2019 un marché de maintenance et d'évolution des applications pour le Système d'Information Géographique pour les années 2020 à 2023. Il a pris effet à compter du 1er Janvier 2020 pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

La société GEOMAP-IMAGIS nous informe de son absorption par la société 1SPATIAL France SAS dont le siège social est basé à Arcueil avec effet au 1er Août 2020.

La société 1SPATIAL France SAS se substitue désormais à la société GEOMAP-IMAGIS dans l'exécution du marché et en assume toutes les conséquences activement et passivement.

Il convient donc de passer un avenant n°1 à ce marché afin de procéder aux modifications rendues nécessaires.

Ces modifications n'ont aucune incidence financière.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**
Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_049-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# DELIBERATION
# DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
## N°2020-049CA DU 8 OCTOBRE 2020

**MARCHE NEGOCIE DE PRESTATIONS D'ALIMENTATION DE L'ENTREPOT DE DONNEES ET DE MAINTENANCE DE LA SOLUTION OXIO**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu les articles L.2122-1 et R. 2122-3 3° du Code de la Commande Publique
Vu le rapport présenté ce jour

*Considérant l'exclusivité détenue par la société OXIO concernant la solution d'entrepôt de données et de restitution installée au SDIS*

**Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure en annexe, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE la passation d'un marché négocié, sans publicité ni mise en concurrence avec la société OXIO pour des prestations d'alimentation de l'entrepôt de données, autres prestations associées et maintenance de la solution OXIO**
- **PRECISE que ce marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre pour une durée d'un an, reconductible 3 fois, sans minimum et avec un maximum de 250 000 € H.T. pour la durée totale du marché.**

Fait à Rennes, le 8 octobre 2020

**Le Président du Conseil d'administration**

Jean-Luc CHENUT

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_049-DE

**COMPTE RENDU DE L'INSTANCE :**

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 8 octobre 2020 en séance ordinaire sous la présidence de M. Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration.

- Date de convocation : 1er octobre 2020
- Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative : 23
- Nombre de présents avec voix délibérative : 15
- Nombre d'absents ayant donné délégation de vote : 2
  - Mme DAVID à Mme COURTIGNE
  - M. THEBAULT à M. CHOUAN
- Nombre d'absents n'ayant pas donné délégation de vote : 6

**ONT PRIS PART AU VOTE :**

- Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil d'administration, Président du Conseil départemental
- Franck PICHOT, 1er Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Christophe MARTINS, 2ème Vice-Président du Conseil d'administration, Vice-Président du Conseil départemental
- Louis PAUTREL, 3ème Vice-Président du Conseil d'administration, Fougères Communauté, Maire de Le Ferré
- Yvon MELLET, Membre du Bureau du Conseil d'administration, Bretagne Porte de Loire Communauté, Vice-Président
- Armelle BILLARD, Conseillère départementale
- Isabelle COURTIGNE, Conseillère départementale
- Gaëlle MESTRIES, Conseillère départementale
- Emmanuelle ROUSSET, Vice-Présidente du Conseil départemental
- Mickaël LE BOUQUIN, Maire d'Irodouër
- André CHOUAN, Rennes Métropole, Maire de L'Hermitage
- Aymar DE GOUVION ST CYR, Couesnon Marches de Bretagne, Vice-Président
- Pascal SIMON, St Malo Agglomération, Maire de St Guinoux
- Christophe LE BIHAN, Vitré Communauté, Adjoint à la Maire de Vitré
- Jacques DAVIAU, Conseiller départemental (suppléant de Ludovic COULOMBEL)

| VOTE | DENOMBREMENT DES SUFFRAGES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | NE PREND PAS PART AU VOTE | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| | 0 | 17 | 0 | 0 |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le 13/10/2020
ID : 035-283503555-20201008-20_049-DE

SAPEURS POMPIERS
Ille & Vilaine

# RAPPORT AUX INSTANCES

## MARCHE NEGOCIE DE PRESTATIONS D'ALIMENTATION DE L'ENTREPOT DE DONNEES ET DE MAINTENANCE DE LA SOLUTION OXIO

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | REFERENCES : PFCP/BS |
|---|---|

| RAPPORT SOUMIS AUX INSTANCES SUIVANTES | MOTIF | DATE |
|---|---|---|
| Conseil d'administration | Pour délibération | 08/10/20 |

Le SDIS a conclu en juillet 2009 un marché avec la société OXIO pour la fourniture et la maintenance d'un entrepôt de données.

Un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence a été conclu en juillet 2016 pour continuer à assurer ces prestations. Ce marché est terminé depuis le 26 juillet 2020.

L'entrepôt de données et les outils de restitution étant la propriété exclusive de la société OXIO, il est nécessaire que ce type de prestation soit exécutée par l'éditeur, à savoir la société OXIO. Pour ce faire, il convient de passer avec cette société un marché négocié, sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux dispositions des articles L.2122-1 et R. 2122-3 3° du Code de la Commande Publique.

Ce marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre selon la procédure négociée pour une durée d'un an reconductible 3 fois. Il sera passé sans minimum et avec un maximum de 205 000 € HT pour la durée totale du marché.

Une partie des prestations sera exécutée par l'émission de bons de commande sur la base des prix fixés dans le bordereau des prix. Il s'agit de prestations de développement éventuellement identifiées, de leur maintenance ainsi que de la poursuite de la maintenance des briques déjà installées et dont le SDIS souhaite poursuivre l'utilisation.

Une autre partie des prestations sera exécutée par la conclusion de marchés subséquents pour des prestations qui ne peuvent être actuellement définies.

Les crédits afférents sont inscrits aux chapitres correspondants du budget du SDIS.

***Vous êtes priés de bien vouloir en délibérer.***

**Le Président du Conseil d'administration**
Jean-Luc CHENUT